

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2554 - MERCREDI 9 MARS 2016



JOURNÉE DU 8 MARS

Les femmes réclament
l'application de
la loi sur la parité

Profitons de la célébration de la Journée internationale qui leur est dédiée par les Nations unies, les femmes congolaises ont, au cours d'un forum organisé à cet effet, appelé de tout leur vœu l'application de la loi sur la parité qui, dans la pratique reste encore loin d'être une réalité. Placé sous l'égide de la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Gusso, le forum a esquissé quelques pistes de solutions pour y parvenir. Il s'agit notamment de la création d'un

observatoire national, organe indépendant sur la parité homme-femme.

« La parité, une fois acquise contribuera à des meilleurs rendements économiques pour notre pays, à condition que la formation au leadership s'instaure et que la participation et l'inclusion des femmes dans le processus décisionnel et économique se poursuivent », ont estimé les femmes dans leur déclaration. [Page 4](#)

ECHOS DE LA CAMPAGNE

Denis Sassou N'Gusso met
le cap dans la Sangha

Après Pointe-Noire et le Kouilou, première étape de sa campagne, le candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle, Denis Sassou N'Gusso qui a déjà tâté le pouls des électeurs de la Cuvette-Ouest et la Likouala est arrivé hier à Ouesso où il a tenu un meeting.

[Page 3](#)

Denis Sassou N'Gusso peu avant son meeting à Ouesso

Pascal Tsaty Mabilia et Jean-Marie Michel
Mokoko exposent leurs visions

Dans son projet de société intitulé « Un Congo nouveau et moderne dans une Afrique nouvelle et intégrée », le candidat de l'Upads, Pascal Tsaty Mabilia met en avant six actions prioritaires visant les domaines de l'éducation, la santé, l'emploi, la décentralisation et la diversification de l'économie. Jean-Marie Michel Mokoko privilégie, quant à lui, la moralisation de l'administration publique et la lutte contre le chômage des jeunes. « Le pays a un grand problème au niveau des questions d'éthique et de morale. Mon premier défi sera de redonner confiance au peuple, aux cadres, sur les choses qui font la fierté d'un pays. Ces questions d'éthique vont être considérées par le gouvernement que je mettrai en place comme étant des questions d'une importance considérable », a-t-il soutenu lors d'une conférence de presse organisée le 7 mars à Brazzaville. [Pages 2 et 4](#)



BELLES-LETTRES

Alain Mabankou porte la littérature africaine au Collège de France [Page 14](#)

Les Nations unies fustigent
l'exhibition des symboles des
pays tiers par les candidats

Le coordonnateur par intérim des agences du système des Nations unies au Congo, Ibrahima Traoré, a fustigé l'exhibition lors des retrouvailles publiques (meeting) des symboles et emblèmes des puissances internationales par les militants de certains candidats à l'élection présidentielle du 20 mars. Reçu en audience par le

secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la coopération, Cyprien Sylvestre Mamina, le haut fonctionnaire des Nations unies a plaidé auprès des autorités congolaises pour que cesse cette attitude des sympathisants susceptibles de causer une méprise de certains pays dans l'esprit du public. [Page 3](#)

PRÉSIDENTIELLE 2016

Le PCT répond au Parti
socialiste français

En réponse au Parti socialiste français qui a demandé lundi le report de l'élection présidentielle, dénonçant par la même occasion des « atteintes à la liberté d'expression » des opposants pendant la campagne de la présidence du 20 mars, le Parti congolais du travail (PCT) a qualifié « d'intrusion

paternaliste » cette attitude au sujet du Congo.

Dans un communiqué rendu public hier par son secrétariat général, le PCT a exprimé sa vive indignation et rappelle que la République du Congo est un État souverain.

[Page 3](#)

FOOTBALL/DIABLES ROUGES

Une première liste de 32 joueurs pour la
double confrontation contre la Zambie

Le sélectionneur des Diables rouges du Congo, Pierre Lechantre a publié une liste de 32 joueurs qui défendront les couleurs nationales au cours des deux matchs, prévus les 23 et 27 mars, face à la Zambie, en phase éliminatoire de la Coupe d'Afrique 2017. [Page 16](#)

EDITORIAL
Avantage

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Avantages

L'un des grands avantages que présente la campagne électorale en cours sur toute l'étendue du territoire national réside dans le fait que les candidats profitent, très légitimement, de cette occasion unique pour relever et dénoncer les défauts de la société dans laquelle nous vivons. L'un après l'autre ils émettent des jugements sur l'éducation, l'emploi, la santé, la gestion de l'Etat et des administrations, l'usage des finances publiques, les collectivités locales dont beaucoup, pour ne pas dire même la plupart, sont frappées au coin du bon sens. Et, de ce point de vue, l'on doit reconnaître que l'approche de l'élection présidentielle permet de poser les cartes sur la table de façon aussi sereine qu'efficace.

Il se peut, bien sûr, qu'à l'approche de la date du 20 mars, c'est-à-dire du premier tour de scrutin, les esprits s'échauffent et que les invectives, les insultes, les procès d'intention se substituent de façon brutale au discours adulte qui prévaut aujourd'hui. Mais si l'intelligence, la raison, la sagesse en quelque sorte continuent de l'emporter sur la sottise, la passion partisane, l'échéance politique majeure que nous allons vivre dans les prochaines semaines se révélera très productive pour notre nation. Et c'est pourquoi l'on ne saurait trop conseiller à celui ou à celle qui sortira vainqueur de l'épreuve d'analyser dès maintenant les propositions de chacun de ses adversaires.

La grande force du système démocratique dans lequel nous vivons résulte, en effet, de ce que loin d'être enfermés dans un corpus idéologique figé, les dirigeants choisis par le peuple au terme d'un débat libre et serein auront, demain, tout loisir d'emprunter à ceux ou celles qui les ont défiés sur la scène électorale tout ou partie des idées, des projets, des programmes qu'ils avaient défendu en cette occasion. Le progrès social, économique, culturel, politique même naît du choc des idées et non de l'enfermement dans un carcan intellectuel qui bloque par définition toute évolution. C'est là, selon nous, l'un des principaux enjeux de la compétition dont la première étape se joue sous nos yeux.

Au point où nous sommes parvenus, souhaitons que la campagne en cours se poursuive de telle façon que les citoyens et les citoyennes se décident en fonction des programmes qui leur sont présentés. C'est assurément ce qui peut arriver de mieux à notre nation dans le moment présent.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Jean-Marie Michel Mokoko déballe sa feuille de route

A la faveur d'une conférence de presse qu'il a animée le 07 mars à Brazzaville, le candidat indépendant à l'élection présidentielle du 20 mars prochain, Jean-Marie Michel Mokoko a déballe son plan de résolution des problèmes qui se posent dans le pays.

Répondant aux questions des journalistes sur ce qui préoccupe l'avenir des Congolais, ce dernier a esquissé des ébauches de solutions pour y parvenir. « *Je suis quelqu'un qui a réfléchi sur les problèmes du pays, qui a pris beaucoup de temps avant de prendre la décision* » a-t-il dit, avant d'ajouter, « *Cet engagement a été bien pesé ce qui vous fait voir à travers ce que j'ai déclaré jusqu'à présent, ma détermination d'aller jusqu'au bout* ».

Abordant la question sur ses démêlés avec la justice, Jean-Marie Michel Mokoko a signifié qu'il n'a jamais voulu se soustraire de l'action de la justice tout en regrettant cet acharnement contre sa personne. « *Dans un Etat qui se respecte lorsqu'on est en période électorale et qu'un des candidats a eu sa candidature validée, sans que l'action de justice ne soit écartée, la bienséance commanderait qu'on suspende ses interpellations pour pouvoir laisser le candidat battre campagne* », a-t-il dit. Dans son programme, le candidat Jean-Marie Michel Mokoko entend d'abord moraliser l'administration. « *La première chose à laquelle je m'attaquerai, serait de moraliser l'administration publique. Le pays a un grand problème au*



Le Général Jean-Marie Michel Mokoko devant la presse

niveau des questions d'éthique et de morale. Mon premier défi sera de redonner confiance au peuple, aux cadres sur les choses qui font la fierté d'un pays. Ces questions d'éthique vont être considérées par le gouvernement que je mettrai en place comme étant des questions d'une importance considérable », a-t-il signifié.

Et d'ajouter, « *Souvent lorsqu'on parle d'audit, les gens ne pensent qu'aux audits financiers et économiques alors qu'il y a aussi des audits de capacité. Je pense que le système tel qu'il a été mis en place depuis plusieurs années, a flétri les capacités d'éthique et de morale au sein du corps des fonctionnaires. Il s'agira de prendre les réformes les plus essentielles pour que l'exercice d'une fonction au sein de l'administration publique soit compatible avec les règles qui sont généralement admises dans ce corps* ».

Jean-Marie Michel Mokoko entend également convoquer les états généraux de la nation où toutes les forces vives selon lui, seront invitées. « *Nous débat-*

trons de fond en comble de tous les problèmes qui minent ce pays de façon que nous ayons des orientations ou des directives qui relèvent d'un consensus national ».

Au plan économique, il a promis redonner confiance aux entrepreneurs locaux mais également aux investisseurs étrangers, avec qui il regardera les accords et les textes qui régissent ce secteur.

Au sujet du chômage des jeunes, « *mon idée première, c'est de préparer les conditions pour que ces derniers surtout ceux qui ont travaillé, puissent trouver des emplois* ». A cet effet, il entend mettre un accent particulier sur le secteur privé en se basant sur les expériences des ONG et même des institutions internationales. A cela, il préconise mettre en place une banque qui prêtera de l'argent à ces jeunes pour créer leurs unités de production.

Le général candidat a clos son propos en lançant un appel aux Congolaises et Congolais de lui faire confiance.

Jean Jacques Koumbema

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominiq Nérplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsi-
gnet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service presse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Les Nations unies et la France attirent l'attention des candidats

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la coopération, Cyprien Sylvestre Mamina, a reçu en audience le 7 mars, une délégation du Système des Nations unies au Congo.

Cette délégation conduite par Ibrahima Traoré, coordonnateur par intérim du système des Nations unies au Congo, a fustigé l'exhibition lors des retrouvailles publiques des symboles et emblèmes des Nations unies par les militants de certains candidats à l'élection présidentielle du 20 mars. Ibrahima Traoré a également déploré l'affichage des supports de campagne (messages et posters) sur les murs de clôture des domaines appartenant aux représentations diplomatiques et aux Nations unies. Par ailleurs, interpellée par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la coopération sur le même sujet, l'Ambassade de France au Congo a précisé qu'« elle était étrangère à cette initiative susceptible de causer une méprise dans l'esprit du public ». Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la coopération a pris note de ces informations et a promis de saisir l'administration électorale afin qu'elle prenne des dispositions nécessaires pour arrêter ces pratiques.

Roger Ngombé

Le PCT répond au Parti socialiste français

Dans un communiqué de presse publié le 7 mars à Brazzaville, le Parti congolais du travail (PCT) rappelle au Parti socialiste français qu'aucune raison ne justifie présentement le report de l'élection présidentielle du 20 mars prochain comme cette formation politique française le sollicite.

En effet, a indiqué le communiqué de presse, le PCT, qui constate que le Parti socialiste français n'est pas à sa première intrusion paternaliste au sujet du Congo, exprime sa vive indignation et rappelle que la République du Congo est un Etat souverain.

« Prenant beaucoup de liberté

avec les faits, le Parti socialiste français évoque des obstacles imaginaires au processus électoral congolais. Le Congo ne connaît pas l'état d'urgence, ni la violation des libertés fondamentales. D'où le Parti socialiste français tire-t-il les raisons de sa demande de report du scrutin quand on sait que la campagne électorale se déroule normalement », a indiqué le communiqué de presse.

Le PCT a, en outre, avancé que chaque candidat développe librement ses arguments et déploie, sans restriction, ses équipes sur l'étendue du territoire national. Le PCT s'interroge, par ailleurs, sur le projet

que le Parti socialiste français entend mettre en œuvre à partir de la transition qu'il veut cyniquement instaurer au Congo.

Le communiqué de presse précise que les avis du Parti socialiste français sont partisans et pleins de préjugés. Ils ne servent, a poursuivi le texte, ni la démocratie congolaise en construction, ni l'amitié entre les peuples des deux pays, moins encore les relations de coopération entre les deux Etats. Le PCT se pose la question sur le bien-fondé d'un dialogue inclusif pour poser les bases d'élections crédibles et transparentes que réclame le Parti socialiste français.

R.Ng.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

La Sangha rappelle sa fidélité à Denis Sassou N'Guesso

« Notre département vous a toujours été fidèle et le demeure, nous l'avons prouvé lors du débat sur le changement de la Constitution en nous prononçant favorablement », a déclaré Dambert René Ndouane, coordonnateur de l'équipe de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans la Sangha, lors du meeting tenu, le 8 mars, à Ouesso.



Le bain de foule de Denis Sassou N'Guesso peu avant son meeting à Ouesso

Pour ce dernier, les résultats des précédents scrutins ont toujours été en faveur des formations politiques soutenant le président sortant, et ce n'est pas dans le moment présent où la Sangha se dote progressivement d'infrastructures de base que la donne changera, a-t-il poursuivi. Conséquence logique de tous ces rappels, Dambert René Ndouane a appelé les populations de la Sangha à assurer au candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle (RMP) la victoire dès le premier tour.

À son tour, Denis Sassou N'Guesso a évoqué la position stratégique de la Sangha dans le développement économique du Congo. Département riche en ressources naturelles, la Sangha est promise à un bel avenir et devrait tenir le rang qui lui revient en matière de diversification de l'économie. Les fondations de ce développement rappelaient-il sont posées par la dotation du département en diverses infrastructures notamment routières,

aéroportuaires et portuaires.

Lorsqu'un groupe de jeunes répète «courant, courant, courant» pour réclamer l'électrification de la Sangha, le président-candidat s'est montré rassurant en citant le barrage hydroélectrique de Liouesso en construction et qui pourra être inauguré sous peu. De préférence par Denis Sassou N'Guesso lui-même, initiateur du projet qui, presque convaincu de sa victoire, le 20 mars prochain, a déclaré qu'il sera de retour dans la Sangha dans trois mois pour faire démarrer le courant de Liouesso.

Le candidat a ensuite longuement commenté son projet de société en insistant sur l'implication de la jeunesse pour sa mise en œuvre. Le dernier meeting dans la Sangha a eu lieu à Pokola dans la même ambiance festive que celle observée à Ouesso. Le périple se poursuit le 9 mars dans la Cuvette.

Gankama N'Siah

MÉDIAS

Le mandat du CSLC est renouvelé

Par décret n° 2016-63 du 29 février 2016, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso a renouvelé le mandat du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC).

Composé de onze membres, cette institution constitutionnelle a un mandat de trois ans renouvelable une fois. Elle a entre autres missions : garantir aux citoyens le libre accès à l'information et à la communication ; veiller à la répartition équitable des aides de l'Etat entre les entreprises publiques et privées ; garantir l'impartialité du secteur public des médias ; suivre les médias et assurer leur protection contre les menaces et les entraves dans l'exercice de leur fonction d'information libre et complète.

Le Conseil supérieur de la liberté de communication est dirigé par un bureau de trois membres présidé par Philippe Mvouo.

Il y eu deux entrants à savoir: Jean Mangyli et pasteur Nganga, élus par les professionnels de l'information et de la communication.

La Rédaction

Les femmes entrepreneurs soutiennent le président sortant

Le Groupement des femmes entrepreneurs des marchés nord de Brazzaville, que préside la conseillère du ministre du Développement industriel et de la promotion du secteur privé, Okoua Sylviana, affirme voter massivement pour élire Denis Sassou N'Guesso dès le premier tour.



Une vue des commerçantes lors de la réunion

Venues notamment de Poto-Poto, Moungali, Ouenzé, Massa, Mikalou et Texaco, ces femmes se sont exprimées lors d'une rencontre que leur présidente a co-animée avec sa partenaire de Congo assistance, représentée par Charlotte Ovounda, émissaire de la première dame, présidente de cette fondation.

« Pour la paix et la stabilité sociale dans notre pays, nous, femmes entrepreneurs, allons voter pour un seul candidat et c'est Denis Sassou N'Guesso », ont-elles affirmé en substance, dans une déclaration lue à cette occasion par l'une d'entre elles.

Rappelons que ce groupement des femmes vient compléter la liste déjà longue des parties politiques, associations et organisations non gouvernementales pro-gouvernementales.

Lopelle Mboussa Gassia

PRÉSIDENTIELLE 2016

Pascal Tsaty Mabiala prône l'émergence d'un « Congo nouveau »

Porteur d'un projet de société intitulé « un Congo nouveau et moderne dans une Afrique nouvelle et intégrée », le candidat de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) s'engage, dès qu'il sera élu, à réformer les secteurs éducatif, sanitaire, de l'emploi, et à mettre le cap sur la décentralisation.

Ce projet de société s'articule autour de cinq fondamentaux à savoir : l'éducation, l'offre de santé, l'emploi, la décentralisation et la diversification de l'économie. Son projet s'intègre donc dans le triptyque : valeur de liberté, de partage, et de progrès. Dans sa vision, l'éducation nationale et la formation professionnelle doivent viser un objectif majeur : l'accès au savoir et l'élimination des inégalités dans la formation des Congolais. Il entend cependant promouvoir une école qui ne transmet pas que la connaissance, mais confère des valeurs morales et éthiques. Pour Pascal Tsaty Mabiala, le système éducatif congolais dans son ensemble est en crise. « Le taux de scolarité de 95% ne veut rien dire. La crise du système scolaire congolais se traduit par le manque d'infrastructures, d'équipements,

de manuels scolaires et, plus grave, par l'absence de motivation des formateurs et donc par la tension morale. Tous ces défauts contribuent à la baisse du niveau scolaire », a-t-il affirmé. A cet effet, il se propose d'élaborer un plan de redressement du système éducatif congolais, sur cinq ans. Elu président de la République, le candidat du principal parti de l'opposition s'engagerait à convoquer les états généraux de la santé pour améliorer l'offre de santé. En substance, il affirme son ambition de porter une offre politique claire, « intellectuellement soutenable », « économiquement applicable », « socialement profitable » à toutes les catégories sociales du Congo. Au regard de l'abandon des services de santé de base, et de l'état déplorable du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville, l'urgence d'une politique sanitaire de qualité, accessible à tous les citoyens avec une prise en charge rapide du malade, constitue une priorité pour ce candidat à la présidence. « Il s'agit d'apporter une offre de santé en quantité et en qualité qui permette de relever significativement le niveau sanitaire actuel. Il se traduirait évidemment par



Pascal Tsaty Mabiala

la construction des infrastructures, la dotation des équipements modernes et surtout par la formation des personnels qualifiés », a-t-il indiqué. Sur sa politique de l'emploi, Pascal Tsaty Mabiala rassure : « Aujourd'hui, dans la tranche d'âge de 20 à 30 ans, 2/3 des jeunes sont sans emploi. Les inégalités constatées dans la société congolaise touchent beaucoup plus les femmes. En effet, 68% des femmes de 15 ans et plus, ne savent ni lire ni écrire, 6% des filles admises au primaire arrivent à l'Université. On note une marginalisation professionnelle des femmes, 70%

des femmes travaillent sans diplôme contre 4%. Le gouvernement s'emploiera à ramener le taux de chômage dans les 5 ans à environ 10%, en investissant dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois. L'objectif est le plein emploi. De même, je m'emploierai à diversifier les domaines de formation technique et universitaire suivant les besoins du marché actuel de l'emploi ». Cependant, il s'engagera à mettre en place une vraie décentralisation susceptible d'enclencher le développement local permettant d'enrayer l'exode rural, de promouvoir la démocratie locale, d'attirer les élites

vers la vie politique locale et d'atténuer la pression sur le pouvoir au sommet. Son engagement : construire un Etat fortement décentralisé, convaincu que le développement du Congo passe par cette forme de gestion du territoire.

S'affirmant partisan de l'économie sociale de marché, il entend, pour ce faire, diversifier l'économie congolaise. Celle-ci doit, selon lui, être soutenue par des pratiques de bonne gouvernance, avec la revalorisation des pensions et la réforme de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF). Cependant, il se donne la lourde tâche de construire un « nouveau Congo ». Il se propose, entre autres, de construire et de promouvoir l'état de droit et la démocratie ; garantir la suprématie de la loi comme règle d'organisation sociale ; assainir l'environnement politique ; réviser l'architecture institutionnelle ; garantir les droits de l'opposition. Au regard de son projet de société, ce candidat à l'élection présidentielle du 20 mars prochain, demande aux Congolais de lui accorder leurs suffrages pour accéder à la plus haute charge de la République.

Josiane Mambou Loukoulou

JOURNÉE DU 8 MARS

Les femmes réclament l'application de la loi sur la parité

Au cours d'un forum des femmes congolaises sur la parité, organisé à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la femme, les participantes ont dégagé plusieurs pistes d'action pour lever les verrous structurels, culturels et sociaux qui empêchent jusqu'à présent la parité d'être une véritable réalité au Congo.

Placé sous le patronage de l'épouse du chef de l'État, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de la Fondation Congo Assistance, le Forum des femmes sur la parité a réuni, dans la grande salle archicomble du Palais des congrès, plusieurs associations, des partis politiques et des organisations non gouvernementales, des personnalités politiques et autres invités de marque.

À l'issue des travaux qui ont duré toute une journée, les femmes ont publié une déclaration dite du 8 mars 2015, dans laquelle elles souhaitent l'organisation concertée d'un large plaidoyer national sur la parité et la création d'un observatoire national, organe indépendant sur la parité.

Conscientes du fait que le leadership féminin sera indéniablement renforcé au Congo, elles exigent « la consolidation de la gouvernance institutionnelle suivant l'approche paritaire à



Antoinette Sassou N'Guesso au centre Crédit photo adiac

tous les niveaux ». Puis, à l'issue de l'élection du 20 mars, elles réclament « sans délai » le vote et l'adoption des textes d'application de la loi sur la parité. « La parité une fois acquise, contribuerait directement à des meilleurs rendements économiques pour notre pays, à condition toutefois que la formation au leadership s'instaure, que l'autonomisation financière s'accroisse et que la participation et l'inclusion des femmes dans le processus décisionnel et économique se poursuivent », estiment-elles.

En effet, la Constitution de la République du Congo adoptée par référendum, le 25 octobre 2015, reconnaît explicitement que la parité homme-femme doit être comprise comme un mécanisme

de mise en œuvre des principes fondamentaux des droits humains sans distinction de sexe. Ainsi, l'article 17 de cette Constitution dispose : « La femme a les mêmes droits que l'homme. La loi garantit la parité et assure la promotion ainsi que la représentativité de la femme à toutes les fonctions politiques, électives et administratives. »

Des défis à relever...

En outre, les participantes ont relevé la faible représentativité des femmes aux postes de prise de décision, qui, d'après elles, renvoie sans équivoque aux discriminations, aux inégalités structurelles, culturelles et sociales. D'où, la nécessité d'identifier les domaines que les femmes doivent améliorer afin de s'affirmer dans

la sphère politique et administrative, notamment « développer un engagement citoyen, responsable et durable, combattre la passivité, le manque de confiance, le poids des charges domestiques, la mise en réseau des femmes des différents horizons ». En plus des facteurs traduisant le faible engagement des femmes, on peut ajouter la nécessité de s'inscrire, s'informer et se former.

Dans cette perspective et en vue d'assurer à court terme son efficacité, le forum des femmes congolaises sur la parité a voulu contribuer à travers une série d'échanges d'expérience à l'aboutissement de ce projet visant à une meilleure implication des femmes dans le processus de développement de la société congolaise. Hormis le thème principal, plusieurs sous-thèmes ont été développés au cours de cette réunion, notamment « Parité et gouvernance dans la Constitution du 6 novembre 2015, quels véritables enjeux pour la femme congolaise ? » ; « L'engagement de la femme congolaise dans l'espace public, une conquête de responsabilités » et « La parité comme dynamique de l'entrepreneuriat féminin ». Ces différents sous-thèmes ont été développés successivement par Antoinette Kébi, Joséphine NSika et Noelly Oyabika Iwanza. Dans l'examen du premier sous-

thème, un accent particulier a été mis sur la définition et la compréhension des concepts d'égalité et de parité. L'égalité dont il est question, estiment-elles, devrait être « une égalité réelle et non de façade en trompe-l'œil, tel que définie lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995 et dont l'une des principales décisions stipulait : il faut que les hommes et les femmes participent pleinement et sur un pied d'égalité à la formulation des politiques et des stratégies macroéconomiques et sociales ».

Depuis lors, plusieurs pays ont déjà pris des dispositions juridiques visant à accroître le pouvoir d'actions des femmes au nombre desquels, aujourd'hui, le Congo. Peu avant, la directrice de cabinet de l'épouse du chef de l'État, Blandine Malila, présidente du comité d'organisation a, dans son mot d'ouverture, circonscrit la problématique de la parité au Congo en présentant les objectifs et les résultats attendus du forum. Enfin, l'épouse du chef de l'État a clôturé les travaux après avoir pris l'engagement de soutenir personnellement le plaidoyer national sur la parité, et elle a félicité chaleureusement l'ensemble des participantes pour leur engagement et leur détermination.

Yvette Reine Nzaba

JOURNÉE DU 8 MARS

Les femmes prennent le contrôle d'Ethiopian Airlines

La compagnie aérienne Ethiopian Airlines a marqué la Journée Internationale de la Femme par la mise en avant, dans son vol Addis-Abeba-Kigali, d'un équipage entièrement féminin, une manière de renforcer sa conviction de « l'autonomisation des femmes pour une croissance durable ».

Pour cette journée, a précisé la direction de la compagnie, les femmes seront aux commandes de toutes les opérations au sol comme dans les airs, de la cabine de pilotage aux membres d'équipage en passant par les opérations aéroportuaires, la régularité de vol, la contrôleur de charge, les opérations de passerelles, la logistique à bord, la sécurité et la sûreté aériennes, la billetterie, la restauration, le contrôle du trafic aérien

et le Centre d'Appels Mondial.

« Nous sommes ravis de marquer le 8 mars par un vol féminin, ce qui réaffirme que la profession n'est pas réservée à un genre, si l'égalité des chances pour l'éducation est assurée pour tous », a déclaré le directeur général du Groupe, Tewolde Gebremariam, dans un communiqué de presse.

Cette année, le thème choisi pour cette Journée internationale est « Planète 50-50 en 2030 : renforcer les actions pour l'égalité des sexes ». En effet, considérée encore comme une industrie dominée par les hommes, la compagnie s'efforce, à travers ces initiatives de rétablir l'équilibre et assurer aux filles et femmes que le ciel n'est plus une limite.

Dans cette optique, Ethiopian qui promeut l'égalité des chances s'engage pour la diversité et l'équité en



Un équipage entièrement féminin d'Ethiopian Airlines

offrant l'égalité des chances dans tous les domaines de son fonctionnement. Actuellement, la compagnie compte environ 3 000 femmes salariées, ce qui représente près de 30 % de son effectif global.

Elle dispose d'un centre de formation reconnu au niveau international (le Centre de Formation

d'Ethiopian) qui a la capacité de former 4 000 étudiants chaque année, avec les toutes dernières technologies de l'aviation. Compagnie aérienne ayant la plus forte croissance en Afrique. Elle mène depuis près de 70 ans ses opérations et est devenue l'un des principaux transporteurs aériens du

continent, inégalée dans l'efficacité et la réussite opérationnelles. Ethiopian se taille la part du lion du réseau de passagers et de fret panafricain, exploitant la flotte la plus jeune et la plus moderne avec plus de 92 destinations internationales à travers les cinq continents.

La Rédaction

La faible représentativité des femmes dans les institutions au cœur des débats

Les femmes de l'Office national de l'emploi et de la main d'œuvre (Onemo) ont souligné, le 07 mars à Brazzaville, les faiblesses de la femme congolaise dans la vie des entreprises et en appellent à plus d'implication dans la vie politique.



Les conférencières lors de la rencontre des femmes de l'Onemo dans le cadre des festivités

L'initiative de ces femmes intègre les festivités de la Journée internationale de la femme. Les oratrices ont développé les thématiques portant sur la femme et la vie professionnelle. Elles ont également scruté le rôle la femme dans le maintien de la paix en période électorale.

L'analyse d'une sociologue témoigne qu'au fil de cycle de scolarisation, le taux des femmes devient faible. D'où dans la vie professionnelle, notamment dans les sphères de prise de décisions, elles deviennent très peu représentatives.

Par exemple, le taux d'employabilité des femmes est de 38%. Par contre chez les hommes, il est de 42% sur l'ensemble du territoire. Dans les institutions et entreprises publiques et privées les disparités sont très visibles. Au sénat congolais, il y a 9,4% de femmes ; à la sous-préfecture 11, 67% ; à l'Assemblée nationale 14,03% ; au gouvernement 6, 67% ; à la primature 36% ; à la haute cour de justice 11, 1% ; conseillères à la présidence de la République 11,6% ; à la Cour suprême 7,67 ; à la cour constitutionnelle 23, 3% ; au Conseil national des droits de l'homme 6% ; au Conseil économique et social 1,5% et à la mairie de Brazzaville 10%.

Pour Gloria Oket, une des directrices à l'Onemo : « La célébration de la journée du 08 mars atteste l'engagement du Congo dans des accords internationaux. À l'Onemo, le personnel compte plus d'hommes que de femmes. Plus de femmes exercent dans les postes d'exécution ».

Sur les réalités éthiques et professionnelles, ces femmes ont notifié : l'absentéisme, le retard au travail et surtout leur état de grossesse rendent improductif le travail d'entreprise.

S'agissant des élections, les femmes se sont résolues d'apporter leur contribution en jouant le rôle de première conseillère auprès de leur fils et époux afin de pérenniser la paix à tous les niveaux de la vie sociale.

Enfin, le directeur du contrôle et du contentieux à l'Onemo, Jean Pierre Osséré, a fait d'importants rappels historiques liés à la célébration de la journée du 08 mars. Conformément au thème international « Planète 50-50 jusqu'en 2030 », il a aussi rappelé que les Congolaises jouissent déjà du droit à l'éducation, du droit de vivre sans violence, du droit de recevoir un salaire égal pour un travail équitable...

Fortuné Ibara

La Fondation maman Chimène partage sa joie avec les paroissiennes de Saint-Jean apôtre de Kinsoundi

En cette date commémorative de la Journée internationale de la femme, cette ONG a choisi le 1er arrondissement de Brazzaville, Makélékélé, où elle a distribué des pagnes et des foulards et partagé un repas avec une centaine de femmes âgées et veuves de la paroisse Saint-Jean apôtre de Kinsoundi

Consacrée aux droits de la femme et à la lutte pour la parité, la Journée internationale de la femme est une véritable occasion pour les pouvoirs publics ainsi que des organisations de la société civile d'organiser des campagnes de sensibilisation et de poser des actions de bienfaisance. Comme cela est devenu une tradition au Congo, des ONG sont à pied d'œuvre pour offrir des dons aux femmes, surtout les plus démunies. C'est le cas de la Fondation maman Chimène (FMC) qui a posé un geste de générosité le 8 mars à Kinsoundi. Ceci au grand bonheur des bénéficiaires.

« C'est une grande première, le geste de maman Chimène nous a surpris parce que chez nous, ici, ce genre d'évènement n'existe pas. Nous sommes très ravies parce que c'est notre fête qui a quelque peu surpris bon nombre d'entre nous. Certaines mamans se demandaient de quoi il s'agit. Aujourd'hui, l'émancipation de la femme n'est plus un rêve parce que des femmes occupent actuellement des postes stratégiques dans le monde », s'est réjouie Augustine Kilolo, paroissienne au sein de cette église.

Le curé de la paroisse Saint-Jean apôtre de Kinsoundi, l'abbé Aimé Malela, pense, de son côté, que la Journée internationale de la femme n'est pas seulement une fête, mais une occasion de faire le bilan des actions menées depuis son institution il y a 106 ans. « Si cette journée a été consacrée à la femme, c'est parce qu'elles ont voulu l'égalité entre les sexes, le droit à la justice. Pour moi, les femmes doivent s'asseoir encore pour voir si elles ont déjà obtenu leurs droits comme il est souhaité », a souligné le curé, félicitant la Fondation maman Chimène qui a voulu fêter, de façon particulière, cette journée avec les chrétiennes de sa paroisse.

Remettant des présents à près de 200 femmes

sélectionnées, la présidente de cette fondation, Chimène Mahoungou, a indiqué qu'elle ne pouvait pas passer cette fête à la maison. « J'ai choisi la maison de Dieu parce que je ne voulais pas me retrouver dans un autre lieu, surtout dans un bar-dancing ou une buvette. J'ai pensé leur offrir des pagnes et foulards pour faire plaisir à toutes les mamans de cette église à l'occasion de cette fête. Nombreuses n'ont pas cru, il nous faut honorer les mamans, ce sont elles qui nous ont donné vie, il fallait donc fêter ensemble », a-t-elle justifié.

La présidente de la FMC a, par ailleurs, demandé à toutes les femmes de se lever car cette journée n'est pas seulement la fête des jeunes



Chimène Mahoungou remettant des pagnes aux bénéficiaires

filles, elle concerne tout le monde. Créée le 13 janvier 2013 à Brazzaville, la FMC a fait sa sortie officielle, le 24 décembre 2015, à travers la remise des jouets aux orphelins sélectionnés dans les quartiers de la capitale. Le 1^{er} janvier dernier, elle a remis des vivres à 100 veuves des quartiers Talangaï et Ouenzé, relogées au site des mille logements de Kintélé, après les explosions meurtrières du 4 Mars 2012 à Mpila. Elle s'est fixé, entre autres, pour objectifs, de porter assistance aux personnes démunies, vulnérables et marginalisées.

Parfait Wilfried Douniama

CONFÉRENCE DE LA STATISTIQUE

Des recommandations visant à améliorer les relations des directions départementales avec les producteurs et utilisateurs des données

Les participants à la 2^{ème} conférence de la statistique tenue du 29 février au 4 mars à Dolisie ont formulé une série de recommandations visant à améliorer les relations entre les directions départementales des statistiques et les producteurs ainsi que les utilisateurs des données départementales.

Ces recommandations visent à assurer avec efficacité la coordination des activités statistiques de tous les départements du Congo, puis produire et diffuser dans les délais raisonnables les données fiables de tous les secteurs. Pendant cinq jours, les directeurs départementaux, centraux et les chefs de services de la coordination et de l'harmonisation statistiques venus de tous les départements du Congo ont élaboré en priorité un programme minimum de production de l'annuaire statistique départemental et le recueil des statistiques des faits d'état civil. Ils ont émis le souhait d'organiser courant 2016 des séminaires de formation des agents de ces directions sur cinq volets. D'abord l'utilisation de l'outil informatique notamment les logiciels Excel, CS Pro, SPSS et l'Internet, ensuite l'élaboration de la monographie départementale, la gestion des bases de données, la gestion axée sur les

résultats et le management des ressources humaines dans les directions départementales de la statistique.

Cette 2^{ème} conférence des directeurs départementaux de la statistique élargie aux chefs de service de la coordination et de l'harmonisation de la statistique a été organisée par la direction générale de l'Institut national de la statistique (INS) en partenariat avec le projet de renforcement des capacités en statistiques (Pstat), financé à hauteur de 33 millions de dollars et exécuté par le ministère du Plan avec l'appui technique de la Banque mondiale pour une durée de 5 ans (2015-2019). Rappelons que l'objectif principal du Pstat est de permettre aux cadres de l'Institut national de la statistique et des ministères des Finances, du Commerce, de l'Agriculture, de l'Industries, de l'Emploi, de la Santé, de l'Éducation et du Genre, les décideurs et les planificateurs, les chercheurs et le monde universitaire, le grand public, les organisations non gouvernementales et le secteur privé ainsi que les organisations internationales, de satisfaire leurs besoins en matière de données.

La 3^{ème} conférence de la statistique aura lieu à Ouesso dans le département de la Sangha, à une date non encore déterminée.

Source : ACI

POLICE

Près de trois cents officiers formés à l'Ensp

L'École nationale supérieure de Police (Ensp) a clôturé, le 04 mars à Brazzaville, une série de stages ayant permis la formation de plusieurs officiers. Il s'est agi des stages de commissariat, d'harmonisation et de franchissement.

Selon l'une des recommandations du conseil pédagogique, l'admission à l'École nationale supérieure de police (Ensp) est conditionnée par un test préalable organisé par la Direction générale de l'administration, des finances et de l'équipement (Dgafe).

Tout au long de ses stages, 45 adjoints-chefs ont passé le franchissement auquel se sont ajoutés 20 officiers concernés par l'harmonisation des connaissances, 152 officiers ont été formés pour le compte du stage d'officier de police et 79 officiers ont soutenu leur mémoire pour obtenir le diplôme de commissaire de police.

L'année académique à l'Ensp a duré seize mois et les modules de formations ont porté sur : le commandement, l'enseignement juridique, la police judiciaire et générale, le cadre institutionnel, les langues, l'enseignement militaire, les aptitudes physiques et professionnels.

« Ces enseignements ont été complétés par des conférences-débats portant sur la gestion du renseignement, les relations police-autorités administratives, relations police-population, relations police-justice et le rôle de l'avocat dans le procès pénal, le phénomène de la corruption, la concussion et la fraude, le harcè-



L'officier Patrick Ellion, major de sa promotion recevant son diplôme de fin de stage (Adiac)

lement sexuel en milieu professionnel, la prostitution à l'école, le phénomène du terrorisme ou la sécurisation des frontières : impérative de souveraineté », a commenté Grébert Gampika, commissaire-colonel de police et directeur de l'Ensp.

L'Ensp a la mission de donner à l'élite policière les rudiments nécessaires de travail pour lutter contre les crimes traditionnels et émergents.

« La réforme de la police entreprise par le gouvernement en faveur des populations en quête de sécurité et de paix passe inéluctablement par la formation », a indiqué Grébert Gampika.

Le directeur général de l'administration des finances et de l'équipement, le colonel Jules Eboua a quant à lui demandé aux nouveaux diplômés de la police à œuvrer contre l'incompétence, l'ignorance, l'impartialité et les violences gra-

tuites. Afin de conforter les formations des officiers de police, l'Ensp a signé un partenariat avec l'université Marien-Ngouabi.

« Il n'est plus question d'envoyer nos apprenants à l'étranger. L'école doit également adopter un régime d'internat pour soulager les peines des apprenants venant de l'hinterland », a indiqué le colonel Jules Eboua.

En rapport avec l'élection présidentielle, il a rappelé et réitéré aux officiers de police les missions de la force publique qui sont, entre autres, d'œuvrer sur l'ensemble du territoire national. « Votre professionnalisme est mise à rude épreuve. Il s'agit pour vous d'assurer la libre circulation des personnes et des biens mais surtout la sécurisation du scrutin présidentiel qui exige à la fois un sens élevé du patriotisme et du savoir-faire », a indiqué Jules Eboua.

Fortuné Ibara

DROIT DU TRAVAIL :

Des salariés dupés par leurs employeurs dans le Niari

Certains travailleurs évoluant dans des sociétés basées au Niari sont trompés par leurs employeurs qui les font signer des contrats de travail sans leur laisser le temps de consulter un technicien en la matière. Dans un entretien avec la presse locale de Dolisie, le directeur départemental du travail, Anselme Mindongo a indiqué qu'on ne permet pas aux salariés de prendre connaissance des termes contenus dans leurs contrats.

Anselme Mindongo a insisté que « l'employeur a l'obligation de transmettre un exemplaire du contrat à la Direction départementale du travail (DDT) et donner un autre à l'employé qui consulte les techniciens pour savoir si ce genre de contrat lui est favorable ou non avant de le signer ». Malheureusement a-t-il poursuivi, « cela ne s'observe pas sur le terrain car certains employeurs ne consultent pas la DDT et cachent les contrats, préférant les faire signer sans

remettre des exemplaires aux employés ».

Quand les deux parties signent le contrat de travail qui doit être ensuite légalisé par l'Onemo, la DDT n'est pas impliquée. C'est lorsqu'il y a des problèmes dans la pratique qu'ils viennent pour des revendications (surtout les travailleurs) vers la DDT qui vérifie cas par cas au niveau du contrat pour analyser les causes du conflit, a souligné le directeur départemental.

« Après analyse si c'est un conflit collectif, le règlement se fait selon le code du travail et s'il est individuel, la DDT appelle les intéressés pour les écouter afin de trouver une solution. Lorsque les deux parties ne s'accordent pas, la DDT fait un procès verbal qu'elle envoie à la justice pour règlement », a-t-il expliqué.

Anselme Mindongo a relevé qu'en 2015 la DDT-Niari a entre autres effectué des visites générales d'entreprises au cours desquelles les documents concernant le ministère du travail sont demandés aux employeurs (registre d'employeur, règlement intérieur, livre

de paie, contrat de travail, registre de visites médicales), visites techniques liées à la sécurité, l'hygiène et la santé des travailleurs, des visites ponctuelles où est choisi un aspect donné et les enquêtes d'opportunité pour vérifier si les nouvelles sociétés ont tous les dossiers.

En cas d'infractions à l'issue des visites, l'entreprise est mise en demeure pendant une période donnée afin qu'elle puisse résoudre ces problèmes, a dit le directeur départemental, précisant que, si cela n'est pas réglé, un procès verbal d'infraction est élaboré et transmis à la Justice.

Le DDT a ensuite regretté le manque de véhicule pour le déplacement des inspecteurs du travail dans les 343 sociétés toutes catégories confondues que compte le département du Niari. « Le déplacement se fait à pied ou le cas échéant par les employeurs », a-t-il conclu, dénonçant le report des visites dues à l'indisponibilité des employeurs qui pour la plupart sont basés à Pointe-Noire.

Source : ACI

Le Relauc appelle la jeunesse congolaise à œuvrer pour le maintien de la paix

Pour appuyer la lutte contre les violences et freiner l'évolution des comportements inavoués de certains acteurs politiques qui souhaiteraient entraver les efforts de paix et de développement avant, pendant et après l'élection présidentielle du 20 mars prochain, le réseau des leaders et des associations des universitaires du Congo (Relauc) a lancé, le week-end dernier une campagne de sensibilisation relative à l'organisation d'une table ronde portant sur les défis de paix, de démocratie et d'émergence de la jeunesse face à l'élection présidentielle.

Intitulée, « Table ronde des jeunes leaders du Congo sur les défis de paix, de démocratie et d'émergence de la jeunesse face à l'élection présidentielle du 20 mars 2016 », cette rencontre qui aura lieu le 15 mars aura pour objectif principal de rassembler les jeunes leaders de différentes sensibilités afin de susciter en eux la volonté de tout mettre en œuvre pour relever les défis de paix, de non-violence, de démocratie apaisée et de la responsabilité citoyenne durant cette période électorale.

« Au regard des idées négatives que présenteraient certains acteurs sociaux politiques, notamment ceux qui se disent ne rien perdre en cas de violences électorales, face aux défis d'émergence du Congo, il est impératif que les jeunes leaders qui sont l'élite de la jeunesse congolaise, prennent toutes leurs responsabilités afin que la paix, l'unité nationale, la promotion des valeurs de la nouvelle République et les efforts de développement règnent dans le pays », a déclaré, le président du Relauc, Frederic Menga.

Rock Ngassakys

COOPÉRATION

Xi Jinping place Djibouti au cœur de sa stratégie africaine grâce à un accord militaire et économique exceptionnel

Ces infrastructures constitueront la charnière de l'union économique et politique qui se tisse entre Djibouti et l'Éthiopie, deux pays au cœur de la stratégie africaine du président chinois Xi Jinping

C'est dans une ancienne zone franche, près du port de Djibouti que se dressera d'ici la fin de l'année 2017 la première base militaire chinoise permanente sur le continent. On avance le chiffre record de 10 000 militaires chinois qui seront déployés à Djibouti, contre 4 000 pour les Américains.

L'accord de libre-échange entre Djibouti et Pékin permet à la Chine d'utiliser des installations portuaires à des fins de base de transit. C'est une alliance stratégique majeure, une étape obligée de la Chine dans sa fameuse nouvelle « route de la soie » la reliant à l'Afrique en passant par le Golfe arabe.

Ce projet chinois a un double objectif, militaire et économique

Le projet est estimé à 48 milliards de dollars selon la presse chinoise. Ainsi, la Chine assurera désormais seule la protection de ses navires au large des côtes somaliennes. La marine chinoise a effectué une vingtaine de missions anti-piraterie dans le golfe d'Aden depuis 2008. La France, les États-Unis et le Japon disposent déjà de bases militaires

à Djibouti. La France débourse chaque année 30 millions d'euros pour assurer la présence de 2 700 hommes. Les États-Unis et le Japon payent chacun 30 millions de dollars pour leurs bases respectives. La Chine, quant à elle, n'aura rien à payer. Elle permet à Djibouti de financer et construire un maillage de ports, de routes, de voie de chemin de fer et d'aéroports qui relieront la cité-Etat au reste du continent.

- Sur le plan économique, Djibouti et Pékin ont signé trois importants accords économiques et commerciaux. Le premier, porte sur la construction d'une zone franche de 48 km², dont une première tranche d'un kilomètre et demi sera opérationnelle d'ici la fin de l'année. Il s'agit d'en faire une plate-forme de transbordement pour le commerce Chine-Afrique.

Au cœur du projet estimé à 7 milliards de dollars, la société China Merchants Holding. Il s'agit de construire la plus grande zone franche industrielle de Djibouti, un chantier naval, une autoroute, et agrandir le port de Doraleh. 200 000 emplois directs et indirects devraient être créés. Ces chantiers sont, en grande partie, financés par la China EximBank dont les entreprises chinoises réaliseront les travaux. Ces infrastructures constitueront la charnière de l'union économique et politique qui se tisse entre Djibouti et l'Éthiopie, deux pays au cœur de la stra-

tégie africaine du président chinois, Xi Jinping. L'autre accord porte sur la mise en place d'un cadre légal permettant, « l'afflux rapide de banques chinoises à Djibouti » et prévoyant la création d'une chambre de compensation qui permettra de « ne pas perdre de devises dans les échanges avec la Chine », explique la présidence djiboutienne. Cette chambre permettra aux opérateurs économiques djiboutiens de réaliser des échanges commerciaux sans passer par le dollar américain, confirmant ainsi la montée en puissance du yuan chinois sur le continent. Le président Ismaïl Omar Guelleh rêve de faire de son pays un carrefour incontournable pour le transit des minerais et des marchandises avec l'Éthiopie, dont il est devenu la porte d'entrée.

Pour les Emirats arabes et les États-Unis, l'arrivée de la Chine dans le jeu régional complique la donne et entraîne une vaste recombinaison des alliances diplomatiques autour de la mer Rouge. Les États du Golfe qui prévoyaient d'installer une base militaire à Djibouti se rapprochent désormais de l'Érythrée, son grand rival. Les Occidentaux redoutent de voir Djibouti tomber dans l'orbite de Pékin et perdre ainsi un pays clef au cœur des grandes routes maritimes internationales.

Noël Ndong

CENTRAFRIQUE

De nouveaux affrontements intercommunautaires à Bambari

La ville de Bambari, environ 300 km à l'est de Bangui, renoue avec les démons de la violence. L'attaque d'un site de déplacés par des groupes armés, suivie de représailles, ont fait au moins six morts et plusieurs blessés.

Au plus fort de la crise centrafricaine, la ville de Bambari a été l'objet de violences communautaires poussant de nombreux habitants à se réfugier dans les sites des déplacés protégés par les Casques bleus. Malgré la signature par les belligérants d'un pacte de non-agression quelques jours avant les élections générales, la situation restait tout de même tendue dans la ville. La ville est toujours coupée entre d'un camp les Chrétiens, et de l'autre les Musulmans.

D'après certaines sources citées dans la presse locale, au moins six personnes ont été tuées ces derniers jours par des hommes armés dans cette partie du pays. Il s'agit des premières violences signalées depuis l'élection du nouveau président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra. Ces affrontements ne sont directement liés à la situation politique à Bangui, a fait savoir une source gouvernementale. En début de semaine, deux musulmans seraient enlevés sur une route à une dizaine de kilomètres au sud de la ville par des hommes en armes. En représailles, des éléments de l'UPC, l'ex-Seleka locale attaque un groupe des Anti-balaka. Des accrochages se sont poursuivis durant toute la semaine.

Cette recrudescence de la violence est un premier baptême de feu pour le nouveau chef de l'Etat centrafricain, dont la réconciliation nationale constitue une priorité.

Les agresseurs « auraient déjà encerclé totalement la ville de Bambari, installant leurs barrières sur l'ensemble des axes menant à ce chef-lieu de la préfecture de Ouaka, à l'exception de la route principale Bambari-Grimari menant à Bangui », selon un témoignage de Radio Ndèkèluka, ajoutant que la situation inquiète les populations, notamment les réelles motivations des agresseurs.

Fiacre Kombo



Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture

Bureau de l'UNESCO Brazzaville République du Congo

Titre du Poste: Charge de programme des Sciences Exactes et Naturelles

Lieu: Bureau de Brazzaville

Grade: NOC/1

W de poste: 6CGSC 1600RP

Lieu d'affectation : Brazzaville

Date de publication : 17 février 2016

Date de cloture : 18 mars 2016

Type de contrat : Duree detinie

Sous l'Autorité du Sous-Directeur general pour les sciences exactes et naturelles et sous la supervision directe du Chef de Bureau Unesco Brazzaville (Congo), le/la charge(e) de programme, en collaboration avec les spécialistes Sciences au Siège devra mettre en œuvre, élaborer et coordonner les activités des sciences au Bureau de l'UNESCO à Brazzaville, et contribuer à l'exercice « Unis dans l'action » sur le plan national dans le domaine des sciences. L'elia titulaire travaillera dans le cadre general de la strategie a moyen terme de l'UNESCO (C/4) en tenant d'omment compte des priorites nationales telles que formulees dans les differents documents strategiques disponibles afin que les sciences contribuent effectivement au developpement du pays et a la consolidation de la paix.

Contribuer au developpement de la politique scientifique du pays, a l'identification des priorites, preparation des projets extra-budgetaires destines a mobiliser des fonds, a la mise en œuvre du programme scientifique de l'UNESCO, en assurant le suivi et en contribuant aux differents rapports faisant etat des avances et de l'impact du programme sur les beneficiaires et sur le developpement du pays;

Soutenir la mise en œuvre de la politique du developpement durable de la Republique du Congo, en particulier a travers la mise en œuvre des programmes MAB (The Man and the Biosphere programme) et PHI (Programme Hydrologique International);

Conseiller le Chef du Bureau sur tout ce qui a trait aux sciences exactes et naturelles et faire des recommandations utiles aux Ministeres congolais du domaine des Sciences en tant que de besoin ;

S'acquitter de ses fonctions en jouissant d'un degre assez eleve d'indépendance, exceller dans le travail en equipe et collaborer au

mieux avec les autres collegues travaillant dans d'autres unites dans le bureau. En tant que seul spécialiste des sciences exactes et naturelles dans le bureau, la responsabilite de la gestion des programmes etant tres elevee, posseder une grande capacite a identifier les programmes et les bons partenaires pour l'UNESCO afin de minimiser et d'éviter les risques

Collaborer, consulter echanger avec le secteur des sciences pour la mise en œuvre du programme et pour la redaction des rapports et le suivi des activites;

Collaborer avec les spécialistes des autres programmes pour la prise en compte de l'aspect scientifique dans ces programmes (langues, information/communication) Maintenir les contacts, sensibiliser et creer des alliances avec les bailleurs de fonds et le secteur prive pour le financement des projets extra-budgetaires, echanges d'informations

Conseiller et mettre a la disposition du Ministère des Sciences la capacite technique pour la conception des projets et textes majeurs ayant un impact sur le developpement des sciences, plaidoyer pour la ratification des differentes conventions de l'UNESCO dans le domaine des sciences, recommandations pour l'elaboration et la mise en œuvre de la politique culturelle ;

Mettre en œuvre certaines activites avec la Commission nationale pour l'UNESCO et echanger des informations ;

Travailler en collaboration et mettre en œuvre certaines activites avec les agences des Nations Unies et les Instituts de Recherche, ERAIFT et les Chaires UNESCO.

Apporter la contribution professionnelle attendue de l'UNESCO a la politique natio-

nale et aux programmes gouvernementaux, conseiller sur les modalites de cooperation pour atteindre les objectifs nationaux, executer des objectifs nationaux executer a temps les taches assignees afin de contribuer a l'atteinte des objectifs globaux de l'UNESCO ;

Informations supplémentaires concernant le poste

Avoir quatre a sept annees dans le domaine des sciences exactes et naturelles au niveau national, dans une structure etatique, privee et de preference deux annees acquises au niveau international

Experience dans la conception et la mise en œuvre des projets/programmes et suivi, Avoir l'habitude de travailler avec divers partenaires nationaux et internationaux dans le domaine des sciences exactes et naturelles. Une experience confirmee de travail a l'UNESCO dans le domaine des sciences naturelles et exactes serait un atout ; Avoir une Maîtrise ou diplôme universitaire equivalent a la Maîtrise dans un domaine des sciences exactes et naturelles. Capacite de travailler en equipe ; Capacite de travailler sous pression et dans un environnement multiculturel ; Maîtrise de l'outil informatique (Nord, Excel, Outlook) ; Avoir un bon sens de l'Organisation, un esprit d'analyse et de synthese et un sens de responsabilite ; Avoir une excellente connaissance du français et/ou de l'anglais. La maîtrise de la seconde langue est un atout ;

Dossier de candidature

Demande manuscrite adressee a Madame la Representante de l'UNESCO; Curriculum vitae date de moins d'un (1) mois ; Copie de diplômes et attestations des services rendus (ne pas joindre les originaux) ;

Coordonnees de contact : adresse physique, telephone, email de trois personnes de reference;

Date limite de depot : 18 mars 2016:

Salaires et indemnites

Les traitements de l'UNESCO sont etablis en dollars des Etats Unis, ils se composent

d'un traitement de base et d'un ajustement pour affectation qui tient en compte du cout de

la vie dans le lieu d'affectation donne et des taux de change

Autres prestations : 30 jours de conge annuel, allocation pour charges de famille, voyage dans le pays d'origine, une allocation pour frais d'etudes des enfants a charge, regime de retraite et assurance medicale. Pour plus de precisions, consulter le Site Web de la CFPI: <http://www.un.org/Depts/OHRM/salariesallowances/salaries/salaries/gs.htm> Priere noter que l'UNESCO est une organisation non-fumeurs.

Les candidatures feminines sont a encourager.

LES CANDIDATS PEUVENT ETRE APPELES A PASSER UN TEST ECRIT

Lieu de depot : Sous enveloppe fermee avec la mention « Avis de vacance de poste » au Bureau de l'UNESCO (de 8h a 17h30 de lundi a jeudi et de 8h a 14h) le vendredi. de Sh a 14h.



FLUX MIGRATOIRES

L'Union Européenne se décharge sur la Turquie

Moyennant finances, la Turquie se chargerait de faire le tri entre vrais et faux réfugiés ; l'Italie pas tout à fait d'accord

« Un chantage inacceptable ! ». Au sein de la classe politique italienne, nombreux étaient ceux qui, mardi matin, jugeaient inappropriée la « solution boiteuse » dont a accouché le sommet réuni par l'Union Européenne, la veille à Bruxelles, sur la manière de stopper les flux migratoires. Vice-président du Sénat italien pour les Affaires étrangères, le centriste Pierferdinando Casini a résumé le sentiment de beaucoup. Charger la Turquie de faire, en quelque sorte, le sale boulot en matière de migration est tout sauf une solution moralement et politiquement viable.

D'autant que la Turquie assortit son acception non seulement d'une augmentation de la facture (non plus 3 mais 6 milliards d'euros), mais aussi de l'exigence d'octroi de visas gratuits d'entrée de ses ressortissants dans l'Union Européenne. Et, surtout, de l'accélération de la procédure de sa propre entrée au sein de cette organisation continentale où beaucoup ne sont pas franchement disposés à lui faire un peu de place. Pour Pierferdinando Casini, l'Italie s'est toujours montrée favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

« Sous les différents gouvernements : de Berlusconi, de Romano Prodi, de Mario Monti, Enrico Letta... l'Italie est restée constante sur cette position », a rappelé le centriste-chrétien italien. Mais Ankara doit respecter les valeurs promues par l'Union européenne et

qui sont son identité reconnue : démocratie, liberté de presse, égalité entre hommes et femmes, respect des droits des minorités etc... Peu ou prou, les pays européens se rejoignent sur cette ligne d'analyse, même quand ils ne font pas preuve d'une opposition aussi ferme contre l'entrée de la Turquie dans l'UE.

À Bruxelles, après une rencontre avec le Premier ministre Ahmet Davutoglu, le Premier ministre italien Matteo Renzi a prévenu qu'il n'accepterait de signer un nouvel accord sur les migrants (sur la base du plan proposé par la Turquie) qu'à la condition expresse du respect de la liberté de la presse, spécifiquement mentionné dans le texte à approuver. Et donc accepté par Ankara. Dans l'esprit de tous, reste présente la gêne suscitée par « la mise au pas » du quotidien turc à gros tirage Zaman, contraint d'aligner son contenu sur les thèses officielles après des accusations de diffamation contre la personne du chef de l'Etat turc et de son gouvernement.

« La mesure n'est pas politique mais judiciaire », a affirmé le Premier ministre Davutoglu. Mais la répression de la presse, en plus de la guerre contre des organisations kurdes jugées terroristes expliquent que la surprise ait été totale, lundi à Bruxelles, quand la Turquie a présenté aux Européens un plan de sortie de crise. Les propositions turques consistent en l'acceptation par Ankara de faire le tri entre les migrants syriens ayant droit à une demande d'asile en Europe et le rapatriement de tous ceux qui ne répondraient pas à ce critère, « les migrants économiques

». Les uns et les autres mélangés s'entassaient dans des camps en Turquie et s'en échappaient à la première occasion pour chercher à l'Europe, par la Turquie, l'Italie ou les Balkans.

Selon ce plan, les Européens reprendraient dans l'UE un réfugié venant de Turquie, par des voies légales et organisées, pour chaque réfugié reconduit en Turquie. En plus de l'Italie qui a posé la condition de la liberté de presse, d'autres dirigeants européens se sont dits opposés à un tel « marchandage ». Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán y a même opposé son « veto » ferme. Un diplomate a commenté : « Cela pose énormément de questions juridiques, mais aussi de logique. Pourquoi renvoyer des Syriens en Turquie pour les reprendre ensuite ? ». Dans l'impossibilité de s'accorder sur un « non » franc ou un « oui » unanime, les 28 pays membres de l'Union européenne réunis à Bruxelles lundi se sont donné dix jours pour réfléchir au plan turc et se prononcer. La France qui, sous M. Nicolas Sarkozy, s'était opposée à l'admission de la Turquie dans l'Union européenne, semble avoir évolué. M. François Hollande a jugé le plan d'Ankara de positif. C'est, a dit le président français, « un acte très important de réadmettre les réfugiés et les migrants qui ont quitté de façon irrégulière la Turquie vers la Grèce ». La patate chaude n'a pas fini de passer de main en main et les migrants de continuer à mourir en Méditerranée ou en Mer Egée sur fond de négociations sans fin.

Lucien Mpama

NIGÉRIA-AFRIQUE DU SUD

Les deux géants africains renforcent leurs relations

Le président de la République d'Afrique du Sud, Jacob Zuma (photo), a entamé ce mardi 8 mars 2016 une visite de 24h au Nigeria. Parmi les dossiers importants, les déboires de la filiale nigérienne du groupe télécoms sud-africain MTN.

« L'Afrique du Sud et le Nigeria ont de bonnes relations politiques, économiques et sociales bilatérales, soutenues par de solides liens historiques datant des années de la lutte de libération », a-t-on appris d'un communiqué de la présidence sud-africaine indiquant par ailleurs que les deux peuples mènent leurs relations bilatérales par le biais d'une commission bilatérale structurée (BNC) créée en 1999. Plus de 120 entreprises sud-africaines qui font des affaires au Nigeria dans divers secteurs, notamment les télécommunications, l'aviation, le tourisme, la banque, la propriété, la vente au détail, le divertissement et la restauration rapide.

Selon le même communiqué, le Nigeria, septième en matière de commerce, est un partenaire commercial clé de l'Afrique du Sud sur le continent, offrant des possibilités importantes pour ses exportations et des investissements.

Il est le plus gros marché de la compagnie télécoms sud-africaine en Afrique MTN. La sanction dans ce pays a pesé lourd sur le résultat financier 2015 de MTN qui a enregistré une baisse de 51% de son bénéfice. Au début du mois, le groupe s'est plaint de l'impact que représente l'amende du Nigeria sur ses revenus.

Même si rien ne prouve que le tête-à-tête entre les dirigeants nigériens et sud-africains permettra de sauver la situation, il paraît néanmoins inévitable que le groupe MTN s'invite au débat. Une sortie de crise avec le gouvernement nigérian représenterait une bouffée d'oxygène pour la suite des opérations de la société télécoms dans le pays et même pour la rentabilité du groupe. Dans une déclaration à l'Agence Reuters, le ministre nigérian des Communications, Adebayo Shittu, a indiqué que la décision finale sur le sort de MTN Nigeria reviendrait au président Muhammadu Buhari. La visite de Jacob Zuma semble être le cadre parfait pour aborder le sujet.

Fiacre Kombo

Visite de la délégation conjointe ABC-BSCA.Bank à l'établissement Scolaire du village de MALOUKOU

Le 25 février 2016, une délégation conjointe de la Banque Agricole de Chine (ABC) et de la Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique (BSCA.Bank), conduite par le vice-président de la Banque Agricole de Chine Monsieur GONG Chao, en marge de la cérémonie de la pose de la première pierre de l'immeuble siège de la Banque-Sino Congolaise pour l'Afrique, a visité l'établissement Scolaire du village de MALOUKOU et a eu une conversation cordiale avec les professeurs afin de s'informer sur l'apprentissage des élèves et sur la vie professionnelle. En outre les représentants de la Banque Agricole de Chine et de la BSCA.Bank ont fait des dons aux élèves de la section Primaire composés de: 250 livres, 200 sacs, 250 cahiers, 100 articles de papeteries, des ballons et des jeux pour l'éveil éducatif et sportif. Un accueil particulièrement chaleureux avait été réservé par les élèves et l'enseignant de l'Ecole Primaire de MALOUKOU à la délégation. S'en sont suivis quelques pas de danse traditionnelle congolaise entre le vice-président et les élèves, symbole de la sympathie et de l'affection envers les élèves.

Rappelant que ABC est l'actionnaire principale de la BSCA.Bank. ABC est la 3^{ème} Banque en Chine et 5^{ème} dans le classement mondial des 100 plus grandes banques, elle a toujours été engagée à long terme pour desservir les zones rurales de la Chine dans l'agriculture et le financement de plusieurs projets pour les agriculteurs, la lutte contre la pauvreté, dans l'enseignement primaire et secondaire, ce qui lui a permis d'accumuler une expérience riche dans le développement financier rural. C'est ainsi qu'au cours de la visite de Monsieur GONG Chao pour sa participation à la cérémonie de la pose de la première pierre de l'immeuble siège de la BSCA.Bank, après avoir été informé sur l'état de l'établis-



sement de MALOUKOU auprès du Directeur Général de BSCA.Bank Monsieur ZHANG Jianyu, il a décidé conjointement avec les représentants de la BSCA.Bank compte tenu de l'état de besoin des étudiants de s'y rendre pour faire des dons à l'établissement. La BSCA.Bank est une société anonyme de droit Congolais avec un capital de 53.342.800.000 FCFA totalement souscrit et versé détenu par ABC, l'Etat congolais et les actionnaires privés congolais. Elle fournira des services financiers complets aux entreprises et aux particuliers congolais. Le 26 février 2016, le Président de la République a procédé à la cérémonie de la pose de la première pierre de l'immeuble siège et du lancement officiel des activités de la BSCA.Bank.

MALOUKOU-Tréchet est une localité située à 80

kilomètres de Brazzaville dans le district d'Ignié (Pool) qui compte une population de plus de 1000 habitants. L'établissement scolaire du village de MALOUKOU comprend une école primaire et un collège, l'effectif total des élèves du cycle primaire et secondaire est de 450 élèves dont 270 au primaire et 180 au collège, constat fait au sein de l'établissement d'une pénurie des manuels scolaire, d'un manque d'articles de papeteries, des mauvaises conditions d'apprentissage en classe. Les dons faits par ABC et la BSCA.Bank à l'établissement scolaire de Maloukou contribueront à améliorer le cadre éducatif des élèves de cet établissement, les deux parties ont souhaités leurs meilleurs vœux aux élèves de l'établissement, reflet de la profonde amitié entre les deux pays.

PROMO

Dubaï et Paris sont irrésistibles

Du 24 février au 30 avril 2016

BRAZZAVILLE
DUBAÏ A/R

À PARTIR DE
299.000 FCFA^{TTC*}

BRAZZAVILLE
PARIS A/R

À PARTIR DE
489.000 FCFA^{TTC*}



*offres soumises à conditions

PRÉSIDENTIELLE BÉNINOISE

Lionnel Zinsou et Patrice Talon au second tour

La Commission électorale nationale autonome du Bénin a annoncé les résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 6 mars dernier. Lionnel Alain Zinsou Derlin qui arrive en tête suivi de Patrice Talon iront donc au second tour du scrutin.

Les grandes tendances rendues publiques lundi dans la nuit par la CENA indiquent que le Premier ministre sortant, Lionnel Alain Zinsou Derlin, a obtenu 856218 voix, soit 28,44% alors que l'homme d'affaires Patrice Talon s'est démarqué avec 746798 voix, soit 24,80%. Ils vont donc s'affronter pour le second tour. Sébastien Ajavon occupe la troisième place.

Que Lionnel Alain Zinsou Derlin, un banquier d'affaires franco-béninois arrive en tête du premier

tour de l'élection ne surprend personne puisqu'il était donné favori pour la présidentielle. Il est considéré comme l'homme de la FrancAfrique par ses détracteurs. Premier ministre du Bénin depuis juin 2015, il a été de 2006 à 2011, conseiller spécial du président Thomas Boni Yayi. Proche de Laurent Fabius pour avoir été l'un de ses étudiants dans les années 1980, Lionel Alain Zinsou Derlin s'est présenté à cette élection comme candidat d'une coalition politique de l'opposition et du pouvoir. Neveu de l'ancien président béninois Emile Zinsou qui est resté un an au pouvoir de 1968 à 1969 avant d'être renversé, il est fils d'un médecin de Léopold Sédar Senghor.

L'un des plus puissants hommes

d'affaires du Bénin et adversaire acharné de Thomas Boni Yayi, Patrice Athanase Guillaume Talon figurait également au nombre des favoris du scrutin. Le président sortant du Bénin l'avait accusé de tentative d'empoisonnement et de coup d'Etat. Des observateurs de la situation au Bénin disent qu'il a apporté un appui financier important à plusieurs acteurs politiques, dont l'actuel président béninois. Le taux de participation au premier tour de la présidentielle est de 64,03% selon la CENA. Et 33 candidats se sont affrontés dimanche pour succéder au président Thomas Boni Yayi qui ne s'est pas présenté, après deux mandats à la tête du pays.

Nestor N'Gampoula

SCIENCES

Le Nouvel Einstein sera africain

En cette journée internationale de la femme s'ouvre à Dakar le 1er Forum mondial pour la science (8 au 10 mars). Plus de 1000 participants en provenance de 80 pays dont 52 % de jeunes et 40 % de femmes seront présents à ce Next Einstein Forum (NEF). Il s'agit d'un appel mondial pour soutenir l'émergence de l'Afrique sur le plan scientifique et technologique.

La question posée est la suivante : « Le prochain Einstein pourrait-il être africain ? ». Un vibrant appel est lancé aux leaders africains et du monde entier à soutenir la renaissance scientifique africaine. Les acteurs du Forum - une plateforme qui rassemble des leaders de l'industrie, de la politique, de la science et de la technologie -, reconnaissent un extraordinaire talent scientifique en Afrique, et pensent que c'est de là que pourrait venir « les prochains Einstein, Pasteur ou Madame Curie ».

La 1ère édition biennale permettra une conversation sur la

transformation d l'Afrique et du monde en mettant l'accent de manière plus prononcée sur la science, la technologie et l'innovation. Des opportunités, des innovations et des solutions seront étudiées. Comme l'événement s'ouvre le jour de la journée internationale de la femme, les organisateurs insisteront particulièrement sur les contributions des femmes et se pencheront sur les défis auxquels les femmes scientifiques font face. Certaines innovations et contributions des plus brillants jeunes scientifiques africains seront en première ligne de cette renaissance scientifique africaine. En effet, ces scientifiques ouvrent en faveur de la résolution des difficultés technologiques et de développement les plus urgents du continent, du Big data à la cybersécurité en passant par l'hypertension, les maladies cardiaques, l'immunologie et la santé publique.

Ce sera la première fois que les 54 pays africains se rassemblent pour parler de science et technologie, chacun représenté par

un-e ambassadeur/ambassadrice dont le rôle est de maximiser la visibilité de la science et la technologie dans son pays.

« Une bonne idée peut venir de partout dans le monde et il n'y a aucun doute que des idées novatrices permettant de résoudre des défis mondiaux en matière de santé viendront d'Afrique », a déclaré la vice-présidente des politiques d'innovation, de santé mondiale et scientifique de Johnson & Johnson, Seema Kumar, membre du comité de pilotage international du NEF.

Ajoutant : « Le monde a besoin des meilleures compétences scientifiques de tous les pays pour résoudre les problèmes médicaux de notre ère, le VIH, la tuberculose et d'autres maladies infectieuses comme les virus Ebola ou Zika, et les maladies non-contagieuses comme l'hypertension et le diabète ». Le Forum comprendra une compétition d'idées novatrices ainsi qu'une compétition de projets, une commission comprenant les présidents sénégalais Macky Sall et rwandais Paul Kagame.

Noël Ndong

8 MARS

La fondation panafricaine « Entrenarium » finance 100 porteuses de projets de développement

L'initiative qui s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale de la femme, a été lancée simultanément mardi à Libreville, à Kigali et à Dakar.

Selon la fondation dédiée à la promotion de l'entrepreneuriat féminin, cette première édition de son projet Booster les femmes résilientes (BFR) vise à équiper les femmes de compétences et de ressources nécessaires pour les aider à réussir dans la création et le développement d'une petite ou moyenne entreprise. Destinée à 100 femmes, cette première édition sera lancée, le 8 mars courant, à Libreville, Kigali et Dakar. Le programme Booster les femmes résilientes (BFR) réserve aux bénéficiaires africaines des modules de formation axés sur la méthodologie du Lean Startup, l'innovation, ainsi que les techniques de gestion et de création d'entreprises.

Par ailleurs, la Fondation Entrenarium financera les 30 meilleurs projets issus de (10 par pays) à fort potentiel de croissance. A l'issue de la formation, les bénéficiaires du programme devront être capables au terme de leur formation « d'énoncer clairement leurs modèles économiques ; d'élaborer un produit ou service minimum viable sur le marché ; d'évaluer les capacités de création de revenus réels de l'entreprise enfin

de développer et de maintenir une base réelle de clients », entre autres.

Grâce à la méthodologie Lean Startup les récipiendaires pourront mieux s'adapter à toute offre et à la demande réelles ou pourront pivoter si nécessaire vers un modèle économique différent. « Cette méthode a l'avantage de minimiser les coûts de mise en production et de réduire le risque d'échec des PME », explique-t-on. Et, « Parmi les problèmes que rencontrent les femmes lors de la création de leurs entreprises, il y a l'obstacle de l'accès au financement. Avec le programme BFR, cette difficulté récurrente sera résolue ». Rappelons que l'Entrenarium a été créée en juillet 2014 par la rwandaise Kristine Ngiriyiye et vise à aider les femmes dans leur création d'entreprises. Depuis son lancement, la fondation a pu former 700 jeunes porteurs de projets de développement sur le continent, et accompagner des entreprises comme Shell, Total ou encore la Caisse des dépôts et consignations (CDC) dans l'élaboration et le suivi-évaluation de leurs programmes dédiés à l'entrepreneuriat. Elle offre une gamme complète de services sur mesure pour soutenir la création de PME viables et innovantes sur le continent.

Fiacre Kombo

DAKAR

Réunion du Conseil d'administration de la Fondation Jean-Paul II pour le Sahel (7-11 mars)

La réunion annuelle du Conseil d'administration de la Fondation Jean-Paul II pour le Sahel se tient du 7 au 11 mars à Dakar (Sénégal) pour examiner, entre autres, les projets en attente de financement

spécialisé autochtone et, au fil des ans, ils sont devenus un instrument de dialogue interreligieux, la majorité de ses bénéficiaires étant de religion musulmane.

L'Index de développement humain de 2015 du conseil pontifical Cor Unum indique que parmi les 20 pays les moins développés, 17 appartiennent à l'Afrique et 7 se trouvent au Sahel, une des régions les plus pauvres de la planète. Sur les 100 millions d'habitants que compte la région du Sahel, 25 millions vivent dans l'extrême précarité nutritionnelle alors que 6 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition.

La région est aussi dévastée par des groupes terroristes qui l'ont transformée en zone d'entraînement pour ses combattants, soumettant la population à une violence constante, indique un communiqué.

N.Nd.

Au cours de l'année 2015, 91 projets ont été financés, pour un total d'un million de dollars. La Fondation réalise, au nom du Saint-Père Jean-Paul II, une série de projets en faveur du Burkina Faso, du Cap Vert, de la Gambie, de la Guinée-Bissau, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Tchad. Les projets concernent : la lutte contre la désertification ; la défense de l'environnement ; la gestion et le développement des unités agricoles ; les installations de pompage de l'eau ; l'amélioration de la potabilité des eaux et des énergies renouvelables.

Ils concernent également la formation de personnel technique

En mémoire

3 mars 2015 - 3 mars 2016

Voici exactement un an jour pour jour que Dieu-Aimé MOUME fut arraché à l'affection des siens.

La marche irréversible du temps n'a pu sécher nos larmes et effacer ni la douleur de la séparation prématurée ni combler le vide laissé par ta disparition.

En ce jour de triste anniversaire, la famille notamment Monsieur Pambou, mesdames Féliance Simba, Hélène Nzoussi, Brigitte Lemené à Brazzaville ; Monsieur et madame Bouetoumoussa, les familles Mavoungou et Tchibinda à Pointe-Noire, madame Bambi Anto et Georges à Kinshasa prient tous ceux qui l'ont aimé véritablement d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Fils de Dieu, que ton âme repose en paix en attendant le retour de notre Seigneur Jésus Christ. Dieu-Aimé, nous ne t'oublierons jamais.



DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un colloque international à Lomé pour transformer les déchets en matières premières

Sur le thème « Quel type de coopération entre les universités et les industries pour un développement durable », se tient depuis lundi dans la capitale togolaise, la 5^e édition du colloque international Eau, Déchets et développement durable (E3D).

Les assises de Lomé permettront aux délégués des pays représentés de trouver le processus devant les conduire à transformer des déchets en matières premières. C'est pour cette raison que ce colloque rassemble des chercheurs, des industriels, des experts consultants techniques dans le domaine de l'environnement et du développement industriel, décideurs politiques et économiques et acteurs de la société civile de plusieurs pays. Il s'agit notamment du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, de l'Égypte, de la RD.Congo, du Niger, de la Tunisie de la France, de la Suisse, de Haïti et du Togo.

La rencontre de Lomé qui prendra fin vendredi est donc une tribune d'échanges sur les expériences dans les domaines visés, afin d'éclairer les participants sur les meilleures pratiques en vue de participer au développement durable. Les délégués échangent sur plusieurs thématiques, dont « Déchets : sources de production, gestion, traitements, valorisation » ; « Eau : sa qualité, sa production,

son utilisation, sa pollution, et le traitement des eaux usées » ; « Énergie : recherches sur les énergies renouvelables et leurs promotions ». A cela s'ajoute « Développement Durable : équilibre cohérent et viable entre l'écologie, le social et l'économie ».

Pour le directeur du département environnement de l'université Senghor d'Alexandrie représentant le président du comité international d'organisation de E3D, le thème de cette édition « interpelle le monde universitaire et le monde économique à dialoguer pour le développement durable en Afrique. » « Les entreprises, moteur du développement économique, doivent également intégrer l'environnement comme une opportunité et non comme une contrainte. A ce titre, les actions en faveur de l'environnement ne sont donc pas à considérer comme des coûts, mais comme des investissements. », a-t-il ajouté.

Le ministre togolais de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Nicoué Broohm a, pour sa part, déclaré que la question du développement durable et les thématiques qui la sous-tendent traduisent des enjeux de taille qui, de toute évidence, sont des questions de plein droit, des questions d'une responsabilité partagée. « Par nos pollutions, dégradations et réalisations technoscientifiques,

nous menaçons non seulement nos propres conditions d'existence, mais aussi, nous nous privons des conditions d'une bonne vie : air irrespirable, eau infectée, cycles naturels perturbés », a-t-il insisté. Le ministre a fait aussi remarquer que le développement industriel indispensable pour la relance économique des pays africains, ne s'accompagne pas toujours de bonnes stratégies de protection de l'environnement. « Et pour preuve, a-t-il indiqué, nos unités industrielles, par leurs productions chimiques et émissions radioactives rejettent sans traitement préalable et contrôle véritable leurs déchets, leurs effets toxiques dans l'environnement, sans autre forme de procès ».

Le Colloque international Eau, Déchets et Développement Durable (E3D) est organisé pour la première fois en Afrique au sud du Sahara par les Universités de Lomé et de Kara (Togo) en collaboration avec l'Association innovation et technologie de Sfax (Tunisie), les écoles des mines d'Alès et de Saint Etienne (France) et l'Université Senghor d'Alexandrie (Égypte).

En marge des travaux, il est prévu un forum de la coopération université-industries consacré à une journée d'échanges sur la coopération universitaires-industriels.

Nestor N'Gampoula

TCHAD

14 candidats en lice à la présidentielle, dont Idriss Deby

Le président sortant Idriss Deby et les principaux dirigeants de l'opposition, sont en lice pour pour le scrutin du 10 avril. Parmi ceux-ci, le chef de l'opposition, Saleh Kebzaboh.

Au pouvoir depuis 26 ans, Idriss Deby est candidat pour un cinquième mandat. Quant à Saleh Kebzaboh, président de l'Union nationale pour le développement et le renouveau (UNDR), il se présentera pour la troisième fois à la présidentielle. Il avait déjà été candidat en 1996 et en 2001, où il était arrivé troisième face au président Deby, parvenu au pouvoir en 1990 par la force. En 2006 et 2011, il avait boycotté les élections. Saleh Kebzaboh a été plusieurs fois ministre du président Deby de 1993 à 2001 avant de rejoindre l'opposition.

Trois anciens Premiers ministres Joseph Djimrangar Dadnadj, Nouredine Delwa Kassiré Koumakoye et Nouredine Delwa Kassiré Koumakoye, deux fois candidat malheureux aux présidentielles de 1996 et 2001, sont parmi les candidats en lice du scrutin. S'y ajoute Laoukein Kourayo Médard le très populaire maire de Moundou, la grande ville du sud et capitale économique du pays qui prendra part pour la première fois à une présidentielle. Quant à la candidature de Yorongar Ngarleji, qui avait toujours refusé d'entrer dans le gouvernement depuis l'accession au pouvoir d'Idriss Deby, elle a été rejetée par le Conseil constitutionnel au motif de défaut de photo et défaut d'emblème, selon un opposant. Au total, 23 personnalités avaient déposé des candidatures à la magistrature suprême.

A N'Djamena la capitale comme dans d'autres villes du pays, le régime tchadien, pays producteur de pétrole à la population très pauvre, a été récemment confronté à une contestation inédite à la suite d'un mouvement de lycéens. Ces jeunes gens dénonçaient le viol d'une jeune fille par des fils de dignitaires.

N.N'G.




BUROTOP IRIS

Tablette Huawei 3G T1

à seulement

99.000

FCFA ht

- * Écran : 7"
- * Épaisseur : 8.5 mm
- * Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- * Mémoire RAM : 1GB
- * Mémoire : 8GB extensible
- * Caméras : avant et arrière
- * Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0



Garantie 1 an

Rendez-vous chez Burotopiris, votre distributeur exclusif de Huawei au Congo.

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

L'Afrique centrale..., en brève

La société de gestion de déchets Averda gagne du terrain au Gabon

Première année de contrat pour Averda et premier bilan pour ce cabinet international de recyclage des services environnementaux, qui a collecté plus de 208 000 tonnes de déchets à Libreville. En décembre 2014, il a signé un contrat de cinq ans pour la gestion des déchets à Libreville, avec renouvellement automatique pour une période de deux ans, jusqu'en 2021. « Nous sommes le premier groupe de gestion intégrée des déchets à avoir été formellement contracté pour assurer la propreté de Libreville... »

», s'est félicité le directeur du projet pour le Gabon, Zaher Mansour. Ce succès, l'entreprise également présente à Brazzaville le doit en partie à son personnel, fort de 680 personnes, et à un service assuré 24/24h. Selon Zaher Mansour, en plus de la collecte des déchets, l'une des réalisations majeures de la société a été le changement d'attitude des populations.

Angola : le président Dos Santos remanie son gouvernement

Le président angolais, José Eduardo dos Santos, a démis par décret le week-end dernier de leurs fonctions, les ministres de la Culture, du Commerce, de la Santé, de l'Urbanisme et Habitat, ainsi que le gouverneur de la province de Cuanza Norte et des secrétaires d'Etat à l'Hôtellerie et Tourisme, à la Santé et à la Pêche pour l'Aqui-

culture. Des nouveaux fidèles ont été nommés à leurs places.

Cameroun : l'armée annonce avoir tué 120 terroristes de Boko Haram

Quelque 120 combattants de la secte terroriste nigériane Boko Haram ont été fait prisonniers au Cameroun alors qu'ils venaient de franchir la frontière camerounaise où ils s'apprêtaient à commettre des attentats, a-t-on appris de sources sécuritaires. Selon les mêmes sources, ces terroristes ont franchi la frontière par le département de Mayo-Danay, dans l'Extrême-nord du pays, autour du 4 heures du matin, au moment où des fidèles musulmans se préparent pour la prière du matin. Des assaillants étaient armés de fusils, d'armes blanches et d'explosifs, ce qui laisse croire qu'ils préparaient une attaque d'envergure, a indiqué un responsable du ministère de la Défense (MINDEF).

Les matchs Centrafrique-Madagascar reportés

La CAF (Confédération africaine de football) a dévoilé depuis plusieurs jours les dates officielles des matchs des 3^e et 4^e journées des éliminatoires de la CAN 2017. En raison de la tenue d'une manifestation le 29 mars, la partie centrafricaine a demandé l'avancement du match. Ainsi, Madagascar a accepté accueillir le match aller, le 24 mars. Puis les Fauves recevront les Barea à Bangui, le 28 mars.

Fiacre Kombo

BIENNALE DAK'ART 2016

Le Congo sera présent à la 12^{ème} édition

La douzième édition de la biennale de l'art africain contemporain de Dakar (Dak'art) qui se tiendra du 3 mai au 2 juin 2016 au Sénégal regroupera 65 artistes et professionnels des arts visuels de 24 pays d'Afrique et de la diaspora.

Cette nouvelle édition sera célébrée sur le thème : « Art africain contemporain et esthétiques de la translation » et accueillera deux pays invités : le Nigeria et le Qatar. Ces 65 artistes et professionnels des arts visuels qui viendront d'Afrique et du monde ont été sélectionnés par le comité international de sélection, après examen de 327 dossiers de candidature, réceptionnés entre le 28 octobre et le 30 décembre 2015.

Il s'agit de 19 artistes des pays africains à savoir : Sénégal, Burkina Faso, Cameroun, Maroc, Congo, Kenya, Mozambique, Ghana, Egypte, Afrique du Sud, Nigeria, Ethiopie, Tunisie, Côte d'Ivoire, Malawi, Soudan, Madagascar, Algérie, Burundi et cinq dans la diaspora (Etats-Unis, France, Italie, Bahamas, Portugal) présenteront leurs œuvres lors de ce grand événement culturel.

Organisée par le ministère de la Culture et de la Communication du Sénégal, Dak'art est la plus grande biennale d'arts contemporains en Afrique. Elle offre une plateforme aux professionnels de l'art et représente les tendances artistiques africaines, elle est la principale manifestation africaine dédiée à la création contemporaine.

La biennale 2016 sera aussi l'occasion de rendre hommage aux artistes disparus, ainsi qu'aux lauréats du grand Prix de la biennale depuis sa création. Une exposition sera dédiée à leur hon-

neur. Il est prévu également un workshop pour les jeunes journalistes et étudiants, avec pour ambition d'outiller leurs regards critiques sur les œuvres artistiques, et surtout de répandre dans la ville de Dakar de nombreuses manifestations. Trois catalogues y seront publiés, le premier sera consacré à l'exposition internationale, le deuxième présentera les contours et les différents événements, le troisième catalogue fera un focus sur les nouvelles stratégies et la façon de se repenser définies au cours du colloque.

Le Congo sera représenté par les ateliers Sahn, ils exposeront sur le concept « esthétiques en partage au-delà des géographies », un concept présenté à la biennale Dak'art 2014. « Nous rebondissons en 2016 avec le même concept, dans le but de faire participer les artistes du Cameroun et ceux du Congo à la biennale. Le concept Esthétiques en partage au-delà des géographies est un projet qui consiste à confronter le regard et l'approche artistique des jeunes artistes congolais et de leurs pairs du continent, tous les deux ans à la biennale d'art contemporain africain de Dakar » a signifié Bill Kouélany, directrice artistique aux ateliers Sahn.

Les ateliers Sahn donnent l'opportunité aux jeunes talents de rencontrer des mécènes et de participer par la suite à des expositions internationales et nationales.

Rappelons que la biennale de l'art africain contemporain de Dakar est une des principales manifestations sur le continent africain, l'événement a été institué par l'État du Sénégal depuis 1989. La première édition s'est déroulée en 1990 et a été dédiée aux Lettres, la deuxième tenue en 1992, a été réservée à l'art contemporain. A partir de 1996, la biennale a été consacrée à la création africaine contemporaine.

Rosalie Bindika



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:



Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



84 Boulevard Denis Sassou N'Gouesso
Immeuble les manguiers (Mpla) Dépêche de Brazzaville

Ouvert tous les jours

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



NORD-KIVU

Les trois humanitaires enlevés enfin libres

L'enlèvement mercredi dernier de trois membres de l'ONG « Save the Children » était l'ultime exemple de la tendance croissante des attaques contre les travailleurs humanitaires dans l'est de la RDC.

« Heureux d'apprendre que les trois employés (de Save the Children) ont été libérés ». Ces quelques mots balancés sur le compte twitter de la

ments d'un groupe armé non autrement identifié et très actif dans l'est de la RDC. Cet enlèvement s'inscrit dans un contexte général de peur qu'inspirent les rafles récurrentes contre rançon des civils par des bandes armées. La tendance croissante des attaques contre les travailleurs humanitaires dans l'est de la RDC s'est révélée un motif sérieux d'inquiétude pour les organisations humanitaires qui

trois humanitaires de « Save the Children International » fait suite au plaidoyer mené tambour battant par Ocha/RDC via son coordonnateur Rein Paulsen, un fervent défenseur du droit international humanitaire. À noter que la province du Nord-Kivu, qui borde les frontières rwandaises et ougandaises, a été ravagée par plusieurs guerres régionales qui ont fait des millions de victimes



L'accès des humanitaires aux populations sinistrées rendu de plus en plus difficile

branche locale du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) consacrent le dénouement heureux de l'épisode d'enlèvement de trois employés de l'organisation non gouvernementale « Save the Children International ». Ces derniers ont, en effet, été capturés le 2 mars par des élé-

éprouvent de plus en plus du mal à atteindre les populations sinistrées.

Une situation qui a considérablement limité la marge de manœuvre des humanitaires ainsi que leur accès aux populations qui sont dans le besoin. La libération sans condition des

entre 1996 et 2003. Des bandes armées qui fulminent dans la région sont à la base de l'insécurité ambiante qui y prévaut depuis des lustres. L'année dernière, 175 personnes au moins ont été enlevées contre rançon, selon Human Rights Watch.

Alain Diasso

CLASSEMENT-FIFA

La RDC gagne trois places et occupe la 57^e position en mars

La Fifa vient de publier son classement mensuel pour le mois de mars. Et la RDC a grappillé trois places, quittant la 60^e position en février pour la 57^e position.



Les Léopards de la RDC

Le pays situé au cœur de l'Afrique intègre le top 10 africain composé désormais du Cap-Vert (31^e rang mondial), de la Côte d'Ivoire (36^e rang mondial), de l'Algérie (37^e rang mondial), du Ghana (41^e rang mondial), de la Tunisie (47^e rang mondial), du Sénégal (48^e rang mondial), de l'Égypte (53^e rang mondial), de la RDC à la huitième place (57^e rang mondial), du Congo Brazzaville (59^e rang mondial). Le Cameroun (61^e rang mondial) clôture donc le top 10 africain.

Le succès des Léopards locaux récents vainqueurs de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations a certainement eu des implications sur le classement Fifa. On rappelle que les Léopards sous la direction de Florent Ibenge ont disputé au total six matches au cours de cette compétition organisée au Rwanda du 16 janvier au 7

février 2016. La RDC a battu l'Éthiopie, l'Angola (phase des poules), le Rwanda (quart de finale), la Guinée en demi-finale et le Mali en finale. Les Léopards ont toutefois perdu contre les Lions indomptables du Cameroun (match de poule). Et la Fifa a considéré cette compétition dans l'élaboration du classement de son classement mensuel. Les rencontres de la troisième et de la quatrième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Gabon 2017 de ce mois de mars (la RDC va affronter par deux fois l'Angola) vont certainement déterminer le prochain classement-Fifa attendu en avril 2016.

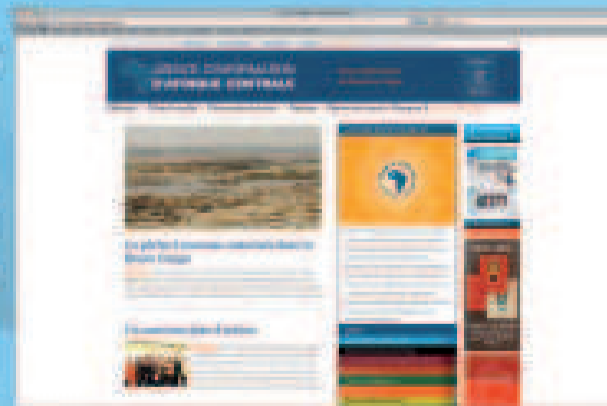
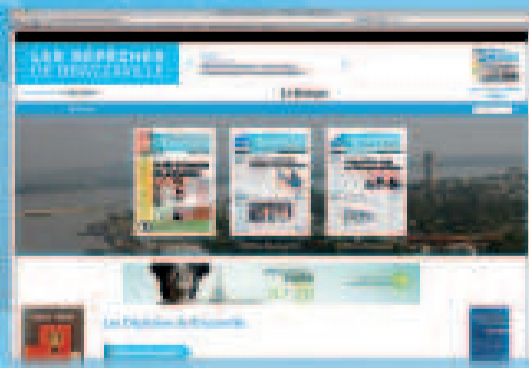
Le top 10 du classement-Fifa de mars se compose de la Belgique, de l'Argentine, de l'Espagne, de l'Allemagne, du Chili, du Brésil, du Portugal, de la Colombie, de l'Angleterre et de l'Autriche.

Martin Enyimo

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

VIOLENCES SEXUELLES

Dr Mukwege en croisade contre les auteurs des viols à Genève

Le gynécologue congolais de 61 ans (Prix Sakharov/2014 des droits de l'Homme décerné par le Parlement européen) a présenté, le 8 mars, au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève une pétition réclamant la fin de l'impunité pour les responsables de viols et d'abus sexuels dans son pays.

Pendant qu'à Kinshasa et dans l'arrière-pays, les femmes congolaises n'ont trouvé mieux que de se mettre en pagne pour affirmer leur féminité le 8 mars, le gynécologue Denis Mukwege, lui, a saisi l'opportunité qu'offrait cette journée internationale de la femme pour mener une plaidoirie en faveur des Congolaises au niveau du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève. Il était porteur d'une pétition signée par environ 200 organisations militant pour les droits des femmes dans laquelle les signataires réclament la fin de l'impunité pour les responsables de viols et d'abus sexuels en RDC.

Reconnu pour son combat en faveur des femmes violées dans l'est du pays, le Dr Mukwege a toujours fait de la réhabilitation et de la réintégration sociale des femmes violées son cheval de bataille. C'est ainsi qu'il milite pour que les auteurs de ces actes criminels soient sanctionnés et qu'ils purgent des peines à la hauteur de leur forfaiture. Ce n'est qu'à ce prix, pense-t-il, que le taux des viols recensés mensuellement à l'est de la RDC pourra baisser sensiblement.



Dr Denis Mukwege

« Non à l'impunité », ainsi s'intitule le rapport présenté au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève sous forme d'une pétition. Les signataires dudit document revendiquent un certain nombre de choses. Ils réclament notamment que le Conseil publie une liste jusqu'ici secrète de 617 personnes soupçonnées d'avoir commis des viols et des atteintes aux droits de l'Homme en RDC entre 1993 et 2003. Sur ce même registre, les pétitionnaires exigent à ce que des échantillons d'ADN soient systématiquement prélevés dans les affaires de viol afin de remonter la filière pour identifier les vrais auteurs des viols.

L'autre revendication porte sur la création d'un tribunal spécial réunissant des juges et des procureurs internationaux pour juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis en RDC. Le Conseil des droits de

l'Homme de l'ONU a donc tout intérêt à diligenter ce dossier face à la persistance du phénomène en RDC, nonobstant une baisse relative au regard des dernières statistiques. En effet, il en ressort que le nombre de victimes de viols a diminué avec la baisse des combats, passant de dix par jour il y a quelques années à un peu moins de sept par jour.

Toutefois, des études récentes stigmatisent le viol depuis plusieurs années déjà des milliers d'enfants de l'est de la RDC dont plusieurs âgés de moins de cinq ans. Dans le lot, il faudrait aussi inclure les enfants soldats forcés au métier des armes contre leur gré et poussés à commettre des actes de sauvagerie. Les signataires de la pétition regrettent toutefois que de tels enfants aient été intégrés à l'armée régulière sans avoir bénéficié d'un soutien psychologique.

Alain Diasso

BELLES-LETTRES

Alain Mabanckou porte la littérature africaine au Collège de France

Dans dix jours, plus précisément le 17 mars 2016 à 18h, le célèbre auteur à succès congolais sera le premier écrivain à investir la chaire de création artistique pour sa leçon inaugurale qu'il lui a plu d'intituler « Lettres noires : des ténèbres à la lumière » dans l'amphithéâtre Marguerite-de-Navarre.

La leçon inaugurale dont RFI annonce une diffusion mondiale est un événement à part entière quand on sait qu'Alain Mabanckou a l'heureux privilège d'être le tout premier homme de lettres à y être accueilli. Alors que jusqu'ici, la chaire de Création artistique du Collège de France avait coutume de recevoir chaque année des créateurs de disciplines diverses, notamment dans les domaines des arts plastiques, la musique, le théâtre, etc. Savoir aussi qu'il sera, vingt ans après l'anthropologue ivoirien Harris Memel-Foté qui y est passé entre 1995-1996, le second africain à occuper cette chaire. Mais encore, s'il faut noter que, souligne RFI, « cette leçon de littérature intervient 60 ans après le 1er colloque des écrivains africains d'Afrique noire

à la Sorbonne », l'importance de l'évènement est bien à considérer. Alain Mabanckou sera désormais tenu de proposer une série de cours et de séminaires. Ce à quoi il s'attellera à partir du 29 mars. La nomination de l'écrivain natif de Pointe-Noire, apprend-on, marque une double volonté de l'Assemblée des professeurs du Collège de France. Quitte ici de manifester « donner la place qu'elles méritent aux études africaines et d'être au premier rang dans la réflexion sur un continent et sur des cultures qui marqueront le siècle qui commence ».

D'où la tenue d'une série de cours et de séminaires ouverts à tous. Question de mettre en exergue la création et le talent littéraire du continent.

Par ailleurs, fait savoir l'institution française, un colloque, Penser et écrire l'Afrique noire, se tiendra le 2 mai 2016. De signaler en sus que « l'ensemble de cet enseignement sera disponible en français et en anglais sur le site du Collège de France ».

RFI, quant à elle, annonce qu'au lendemain de la leçon inaugurale d'Alain Mabanckou, au Collège de France, elle lui réserve un espace

sur son antenne. Un numéro spécial de son émission La danse des mots prévu pour le vendredi 18 mars à 14h30 se propose de revenir sur l'évènement. Entendue comme une « émission exceptionnelle » d'une heure et demie, La danse des mots qui occupera l'antenne de 14h30 à 16h prévoit un programme en trois phases. Ainsi, dans la première annoncée pour une durée d'un quart d'heure, Yvan Amar va procéder à la présentation du Collège de France. Le journaliste se propose de s'entretenir avec Antoine Compagnon, professeur au Collège de France et historien de la littérature française sur la nature de cette chaire de création artistique et la portée de cette leçon. Puis, à 15h45, Yvan Amar reviendra sur les grands axes de l'analyse d'Alain Mabanckou, entouré d'invités. Dans la suite du programme interviendra, à 14h50, la diffusion intégrale de la leçon inaugurale qui bouclera la boucle. Par ailleurs, le média international signale qu'il réalisera également un reportage pour les éditions d'information. Ce à quoi s'ajouteront un papier dédié et une vidéo qui rendra compte de la leçon sur le rfi.fr.

Nioni Masela

SANTÉ

Le Dr Félix Kabange porte sur les fonds baptismaux le livre «Drépanocytose, tout l'or du monde»

Écrit par le père Henri de la Kethule de Ryhove, ce livre est un manuel de sensibilisation sur la drépanocytose ou l'anémie SS. Cet ouvrage suffisamment illustré est destiné à être utilisé à l'école primaire jusqu'à la classe terminale du secondaire.

Écrit dans un style facile à comprendre, la brochure « drépanocytose, tout l'or du monde » est destinée non seulement aux élèves mais à toute la communauté parce que cette maladie affecte directement ou indirectement

Kabange Numbi, l'anémie SS est un problème de santé publique car cette maladie « nous affecte tous soit directement soit indirectement dans nos foyers, familles ou dans nos communautés ».

En RDC, fait-il savoir, l'anémie SS touche environ 25 à 30% de la population sous sa forme hétérozygote AS et 2 à 3 de nouveau-nés homozygotes SS, dont 75% meurent avant l'âge de cinq ans. Au premier semestre de 2015, sur les vingt-deux mille quatre cent seize nouveau-nés



Le ministre de la Santé publique baptisant le livre du père Henri de la Kethule

tement les familles et sa prise en charge est onéreuse. Cette brochure parle en long et en large de la drépanocytose : la définition de la maladie, les caractéristiques, le mode de transmission, les crises, les dix regels d'or, les causes du déclenchement des crises, le test d'électrophorèse de l'hémoglobine...

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, qui a baptisé ce livre dans la salle de spectacle du centre Wallonie Bruxelles a indiqué que cet ouvrage « vient renforcer la gamme des manuels de sensibilisation qui existe déjà dans la collection de l'auteur et est adapté à tout âge ». Le Dr Félix Kabange Numbi a salué l'engagement du père Henri de la Kethule dans la lutte depuis plus de 20 ans contre l'anémie SS. Le père Henri De la Kethule, reconnaît-il, a pendant de longues années fait de la drépanocytose son cheval de bataille par l'appui matériel dans certaines formations sanitaires, la sensibilisation de la communauté par la publication de multiples ouvrages, l'appui à l'élaboration des guides des enseignants ainsi que les livrets sur la drépanocytose en milieu scolaire.

Il est possible de prévenir l'anémie par le dépistage

Maladie génétique et héréditaire du sang, la drépanocytose ou l'anémie peut être prévenue grâce au dépistage pour éviter le mariage entre le couple à risque, entendez AS et AS ; AS et SS ; SS et SS. Pour le Dr Félix

et enfants de moins de cinq ans ayant bénéficié du dépistage à l'électrophorèse de l'hémoglobine, treize mille huit cent quatre-vingt-dix-huit, soit 62% d'enfants sont AA ; sept mille cent soixante-treize, soit 32% d'enfants sont AS, c'est-à-dire porteur du gène S et mille trois cent quarante-cinq, soit 6% d'enfants sont SS, malades drépanocytaires.

Sur douze mille huit cent soixante-quatorze, soit 61% d'enfants de plus de 5 ans et adultes ont bénéficié du dépistage à l'électrophorèse de l'hémoglobine ; sept mille huit cent cinquante-trois, soit 61% sont normaux, c'est-à-dire AA, quatre mille cent dix-neuf sont porteurs du gène AS et neuf cent deux, soit 7% de personnes sont drépanocytaires. « Le nombre des malades croît à un rythme exponentiel », fait savoir le ministre de la Santé publique qui a, par ailleurs, encouragé le test d'électrophorèse. Ce qui permettra de réduire l'ampleur de cette maladie parce que la RDC occupe la troisième place sur le plan mondial après l'Inde et le Nigeria. La drépanocytose est une maladie génétique et héréditaire du sang. Elle est caractérisée par la présence d'hémoglobine anormale S dans le sang. Les signes de la maladie sont le gonflement des mains et pieds ; anémie aiguë, fièvre, pleurs ; retard de croissance, ballonnement abdominal, dyspnée, tachycardie. La prévention passe par le test d'électrophorèse.

Aline Nzuzi

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Les Ponténégrines engagées à consolider la paix en période électorale

La célébration de la journée du 8 mars, dans la capitale économique, a été marquée par une marche de la paix organisée par les directrices départementales de la Promotion de la femme, Félicité Diop Tchiloumbou, et de l'Intégration de la femme au développement, Madeleine Paka Zoulouka, sous le signe de la cohésion et de l'unité.



La marche des femmes de Pointe-Noire a été le 20 mars, dit mois de la femme. « Ces thèmes relèvent à suffisance, les grands défis que la femme congolaise se doit de relever en s'appuyant sur les valeurs fondamentales de paix véritables qui, elles-mêmes, constituent un état de conscience individuelle et collective souvent ébranlé par les conflits sociopolitiques et dont le lourd tribut est payé par la femme et sa progéniture. Car la femme représente 52% de la population congolaise et joue indéniablement un rôle primordial dans la construction des valeurs morales qui régissent notre société », a-t-elle ajouté.

Les femmes congolaises doivent s'impliquer, a-t-elle poursuivi, dans la prévention des conflits et dans la sauvegarde durable de la paix chèrement acquise. Les femmes sont aussi appelées

à renforcer et à consolider la paix, qui est une denrée vitale sans laquelle il n'y a pas de démocratie ni de développement. « Nous devrions conjuguer nos efforts pour que cette paix soit pérenne », a-t-elle martelé avant de solliciter toutes les mamans et filles d'être des éternelles et irréductibles messagères de la paix et de la concorde nationale, cette paix constitue un facteur d'émancipation et d'égalité des sexes. Pour sa part, la directrice de l'Intégration de la femme au développement a appelé les femmes à œuvrer davantage pour accélérer le processus de l'application de la parité au Congo.

L'ONU incite les candidatures femmes au poste de secrétaire général

Soulignant les points positifs de la lutte des femmes à la parité, Madeleine Paka Zoulouka a soutenu la résolution de l'ONU qui incite les candidatures femmes au poste de secrétaire général : « Nonobstant sa marginalisation, 2016 a été déclarée l'année de la femme africaine par l'Union africaine. Par ailleurs, le poste de secrétaire générale de l'ONU pourrait être dédié à la femme car une résolution incite les membres de l'ONU à postuler pour ce poste longtemps occupé par les hommes ». Cette résolution, a-t-elle martelé, se rapporte avec le

thème de l'année qui appelle au leadership, au dynamisme féminin à tous les niveaux.

Selon Madeleine Paka Zoulouka, l'espoir est donc garanti pour les Congolaises qui attendent fermement l'adoption de la loi sur la parité proposée par le gouvernement de la République. « Au fil des années, nous, femmes, avons plaidé avec force l'égalité de sexes dans tous les sphères de la vie pour bénéficier des mêmes avantages pour une société équilibrée », a-t-elle indiqué.

L'organisation de cette marche place l'autonomisation et le respect des droits fondamentaux et le rôle de la femme dans la société au premier plan. Il est donc question pour nous d'apporter notre pierre pour le développement de notre pays. Avec courage et responsabilité, menons des réflexions approfondies sur des thèmes retenus à l'échelle nationale. C'est d'ailleurs dans ce sens que cette marche a été organisée sous le signe de la cohésion et de l'unité. C'est le moment d'affûter les armes pour que notre action féminine soit visible partout où nous l'exerçons. C'est dans ce sens que la compétitivité prônée par la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme nous appelle à développer l'esprit entrepreneurial.

Charlem Léa Legnoki

ART SCÉNIQUE

Le Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard offre un mois de mars très théâtral

La présentation de deux spectacles sont au rendez-vous ce mois de mars à ce centre culturel de la ville océane.

Après la pièce de théâtre « Sa majesté le ventre » de Sony Labou Tansi, une adaptation et mise en scène de Mak de Ardie, jouée le 5 mars, les tréteaux du Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard accueillent, le 15 mars, la pièce de théâtre « Saint-Monsieur Baly » de Williams Sassine, l'œuvre romanesque éponyme adaptée et mise en scène par Pierre-Claver Mabilia. La trame : Monsieur Baly, ancien instituteur à la retraite, passionné par son métier de pédagogue, décide de fonder une école dans le but d'alphabétiser les enfants les plus pauvres et ceux qui ne peuvent pas trouver des places à l'école publique afin de les éloigner de la mendicité et l'oisiveté. Avec comme acteurs : Pierre-Claver Mabilia, Nestor Mabilia, Duvalier Lountadila, Gilfrey Ngamboulou, Paoline Oliveira, Ange Pemo.

Le 25 mars, le Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard organise l'après midi du conte avec au programme : atelier, conte et spectacle. Ce rendez vous qui a lieu le dernier vendredi du mois permet de faire vivre le conte en milieu scolaire, facteur d'épanouissement et de développement culturel des jeunes scolarisés.

Par ailleurs, les présélections de la 3^e édition du concours de Spelling intercollèges, concours d'épellation des mots se poursuivent dans les différentes écoles concurrentes.

Hervé Brice Mampouya

IFC

Présentation de la nouvelle programmation

En vue de porter à la connaissance du public ses activités de cette année, l'Institut français du Congo (IFC) de la ville océane a organisé une conférence de presse le 8 mars. L'activité animée par Jean-Luc Delvert, consul général de France, et Fabienne Bidou, directrice de l'IFC, s'est déroulée à la résidence dudit consul.

Journalistes, opérateurs culturels, artistes, représentants des institutions de l'État, partenaires et autres ont répondu présents à cette conférence destinée à la présentation de la programmation et des orientations 2016 du projet culturel de l'IFC à Pointe-Noire. Ledit projet, qui s'inscrit dans le cadre de la diplomatie culturelle de la France, met l'accent sur la coopération bi- et plurinationale, la diversité culturelle, en référence à la convention Unesco 2005, la liberté d'expression et la défense des droits humains et porte une attention renforcée pour la jeunesse.

Notons que la programmation de l'IFC cette année compte plusieurs axes. Il s'agit notamment du renforcement de la présence artistique à travers des résidences alliant les enjeux de la pédagogie et de la création, mettant en jeu des confrontations de pratiques

et de langages esthétiques dans les domaines du spectacle vivant, de la littérature ou des arts plastiques. Dans ce cadre, il y a l'accompagnement des artistes et groupes de musique locaux, à savoir Racines, Color of Africa, Brice Mizingou, Ndara et la présence prolongée dans la ville des artistes internationaux, notamment Moh ! Kouyaté et Émile Biayenda (musique), Violaine Schwartz (littérature et spectacle), De La Vallet Bidiefono (danse), Gabriel Okoundji (poésie).

Cette programmation est aussi axée sur le dialogue interculturel avec la mise en lumière de la diversité culturelle comme capital commun, universel; la délocalisation de certaines actions de l'IFC afin de mener un travail de proximité dans les différents quartiers de la ville (projection cinéma, rencontres artistiques) et en dehors de la ville ; la multiplicité des partenariats avec les acteurs culturels, sociaux ou institutionnels de la ville et du Kouilou ; la transmission, les échanges culturels et la formation (résidences des artistes, masterclasses, ateliers de pratiques artistiques...) avec une attention particulière à la question des traditions culturelles ; l'accompagnement des jeunes artistes âgés de moins de 25 ans à travers

des événements comme la Semaine des cultures urbaines et les scènes ouvertes ; les temps forts événementiels (littérature, cinéma, spectacle, formation, débats, rencontres, semaine du documentaire, francophonie, rumba, semaines des cultures urbaines...). Pour ce qui concerne ce mois de mars, plusieurs activités sont programmées. Il y a la soirée Nollywood organisée en partenariat avec Canal + le 8 mars à 18h 30. La représentation de la pièce intitulée Saint Monsieur Baly mise en scène par Pierre Claver Mabilia aura lieu les 11 et 12 mars à 19h. Deux projections de dessins animés sont prévues. Il s'agit de Gérémino, de Tony Gatlif, le 15 mars à 18h 30 au siège de l'association ASI Congo, et Kirikou le 16 mars à 16h à l'IFC. Il y a les masterclasses avec Violaine Schwartz et Hélène Labarrière à l'IFC le 19 mars (musique et littérature) de 15h 30 à 18 h. Les deux artistes se produiront en duo chanson le 22 mars à 19h. La programmation du mois se clôturera avec la projection du film intitulé Hyppocrate de Thomas Lilti le 29 mars à 18h 30 à l'IFC. L'exposition de l'artiste peintre congolais Van Andréa dont le vernissage a eu lieu le 3 mars se poursuit jusqu'au 6 avril.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

DIABLES ROUGES

Une présélection de 32 joueurs pour la double confrontation contre la Zambie

Le sélectionneur zambien a publié une liste de 32 noms pour la double confrontation face aux Diables rouges du Congo, le 23 et 27 mars (à Ndola puis à Brazzaville). Les Diables rouges locaux seront en regroupement dès le 16 mars à Pointe-Noire, où les rejoindront les joueurs de la diaspora le 20 mars. Notons la présence de quelques nouveaux, dont Clevid Dikamona et Prince Viny Ibara.



Clevid Dikamona

Pierre Lechantre a rendu publique sa première liste, élargie, en vue de la double confrontation face à la Zambie, les 23 et 27 mars, comptant pour les 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN 2017. Dès sa prise de fonction, le sélectionneur national avait annoncé son intention de renforcer un secteur défensif plutôt perméable lors des derniers matchs (11 buts encaissés en 6 matchs depuis la CAN 2015). Mais devant le manque de temps pour préparer le match aller, le vainqueur de la CAN 2000 a décidé de ne pas chambouler le groupe, n'appelant qu'un nouvel élément : Clevid Dikamona. En revanche, Igor Nganga, supervisé face au

Mont, n'est pas dans le groupe. Dans l'entrejeu, l'incertitude demeure autour de la forme de Prince Oniangue et Delvin Ndinga, actuellement blessés. Mais le secteur est d'ores et déjà renforcé numériquement par la présence du puissant Jordan Massengo et des jeunes Loussoukou et Kaya Makosso. Notons également la présence de Durel Avounou, contrairement à Binguila, dans l'impasse à l'AJ Auxerre. En attaque, la principale absence est bien entendu celle de Fodé Doré, actuellement en rééducation à Clairefontaine. Celles de Dzon Delarge (4 passes décisives depuis son arrivée en Turquie) et de Sylver Ganvoula (4 buts en 2016) alimenteront probablement les débats. Du côté des arrivées, plusieurs joueurs locaux auront une carte à jouer, en premier lieu Giovanni Ipamy. La grande nouveauté concerne Prince Viny Ibara, l'attaquant du CA Bizerte. S'il n'a pas encore été aligné par le club tunisien, en raison d'un litige avec le FC Missile, l'attaquant congolais a été supervisé par Aymen Hbib, le préparateur physique de l'équipe.

La présélection

Gardiens : Wilfridon Mongonza (Diables Noirs), Pavelh Ndzila (Etoile du Congo) et Christoffer Mafoumbi (FC Vereya/Bulgarie/2e division),
Défenseurs : Marvin Baudry (Zulte-Waregem/Belgique), Francis N'Ganga (Charleroi/Belgique),



Prince Viny Ibara

Maël Lépicier (SV Roulers/Belgique/2e division), Dimitri Bissiki, Carof Bakoua et Boris Moubio (AC Léopards), Sagesse Babélé (Diables noirs), Arnold Bouka Moutou (SCO Angers/France), Clevid Dikamona (Dagenham and Redbridge/Angleterre/4e division). Milieux : Delvin Ndinga (Lokomotiv Moscou/Russie), Prince Oniangue (Stade de Reims/France), Merveille Ndockyt et Moïse Nkounkou (AC Léopards), Chris Malonga (Laval/France/2e division), Jordan Massengo (Union Sainte-Gilloise/Belgique/2e division), Junior Loussoukou (Diables noirs), Durel Avounou (SM Caen B/5e division/France), Faites Prévu Kaya Makosso (CARP)
Attaque : Thievy Bifouma (Stade de Reims/France), Giovanni Ipamy (Etoile du Congo), Bermagin Kangou (Diables noirs), Prince Viny Ibara (CA Bizerte/Tunisie), Junior Makiessé (AC Léopards), Fabrice Ondama (WAC/Maroc), Kévin Koumbemba (Brest/France/2e division), Dominique Malonga (Pro Vercelli/Italie/2e division), Baron Kibamba (AS Cheminots), Benny Boliko et Guy Mbenza (JSP)

Camille Delourme

13^e JOURNÉE DU CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

Un léger changement au classement provisoire

La treizième journée de la compétition s'est achevée le 6 mars avec deux nouveaux changements dans le top 5. Les Diables noirs sont deuxième pendant que l'Etoile du Congo s'installe à la 5e place.

Les Diables noirs ont repris la deuxième place du classement au Club athlétique renaissance aiglon (Cara). Et ce, malgré leur défaite 0-1 contre La Mancha en match remis de la 12^e journée. La Coupe d'Afrique étant terminée, les Diables noirs devraient se concentrer sur le championnat en vue de conquérir la première place qu'ils avaient longtemps occupée. Les Diablotins sont deuxième au classement avec 28 points soit cinq longueurs de retard que l'Athlétic club Léopards de Dolisie. Jusqu'alors les jaune et noir comptent un match de retard que les Fauves du Niari. La donne pourrait changer d'ici à la fin de la 15^e journée. Puis que l'AC Léopards de Dolisie a déjà vu son match contre La Mancha comptant pour la 14^e journée être reporté en raison des seizièmes de finale aller de la Ligue africaine des champions. Il ne sera pas épargné par un autre report lors de la 15^e journée qui coïncide avec la semaine de la manche re-

tour. Les Diables noirs pourraient profiter de ces reports pour reprendre la tête mais à condition de bien négocier leur deux prochains matches contre Nico-Nicoyé et le FC Kondzo. Les Fauves du Niari seront reçus ce week-end par Mamelodi Sundowns en seizième de finale dans le cadre de la manche aller de la Ligue des champions avant le retour prévu le 18 mars.

Les Stelliens avancent lentement mais sûrement

L'Etoile du Congo qui avance lentement mais sûrement, a intégré le top cinq après ses deux victoires d'affilée respectivement contre la Jeunesse sportive de Talangai (JST), le dimanche dernier en match en retard de la 12^e journée et face au FC Kondzo lors de la 13^e journée.

L'Etoile du Congo occupe actuellement le cinquième rang au classement avec 24 points avec une unité d'avance que la Jeunesse sportive de Poto-Poto et La Mancha. Logiquement, les Stelliens ne devraient garder cette position longtemps puisque comme l'AC Léopards, ils ne disputeront pas leur match de la 14^e contre les Jeunes Fauves et bien évidemment celui de la 15^e journée pour des raisons semblables.

L'Etoile du Congo reçoit ce dimanche au stade Alphonse-Massamba-Débat, l'Entente sportive

de Sétif d'Algérie. Une semaine après, les Stelliens iront à Sétif pour la manche décisive.

La Jeunesse sportive de Talangai 3e avec 27 points+14, repasse devant Cara 27 points+13. La Jeunesse sportive de Poto-Poto vient après Etoile du Congo à égalité de points avec La Mancha 23 points mais le nombre des buts marqués plaide en faveur de l'équipe de Poto-Poto.

Patronage Sainte-Anne, Nico-Nicoyé et SMO ont avancé de quelques pas

Patronage Sainte-Anne est monté à la 8e place avec 19 points grâce à sa victoire 2-1 sur V Club Mokanda. Il est talonné par Nico-nicoyé à la 9^e place avec 18 points. Les Jeunes Fauves perdent deux places au classement pour occuper le 10e rang avec 16 points+2. L'Interclub est 11^e avec 16 points-1. FC Kondzo est 12^e avec 15 points. Saint-Michel de Ouenzé a quitté la 14^e pour la 13e place avec 14 points. L'AS Kimbonguila est reléguée à la 14^e place avec 13 points. L'Association sportive Ponténégrine garde la 15e place avec 9 points+3 suivie de V Club Mokanda 9 points-7 et Tongo FC 9 points-13. L'AS Cheminots reste à la 17^e place avec 8 points devant Munisport 7 points et Pigeon vert 2 points.

James Golden Eloué

MUSIQUE

La culture urbaine au centre d'un débat

L'association des musiques urbaines Big up a organisé une conférence-débat sur le thème «*l'émergence de la culture urbaine, quel avenir pour une jeunesse?*». Celle-ci est prélude à l'inauguration d'une série d'activités que cette association entend organiser à l'endroit des amoureux des cultures urbaines.

Nées au milieu du XX^{ème} siècle, les cultures urbaines ont connu, depuis, une expansion remarquable. Au Congo, plusieurs disciplines se sont développées, notamment au niveau des arts urbains. Toutefois dans une société marquée par des préjugés face à ce genre musical, leur développement réel est étouffé, d'où la nécessité de poser sur le menu d'une table d'idées un débat sur les enjeux qu'elle relève pour l'avenir d'une jeunesse, a souligné Emeraude Kouka.

Au cours des débats il s'agit donc d'éclaircir ce que sont les sculptures cultures urbaines avant de présenter les différents avantages pour la jeunesse. Les conférenciers ont ensuite exhorté à une réforme de mentalités des acteurs de la scène urbaine et appelé les mécènes et autorités publiques à promouvoir, encadrer et régir les différentes disciplines qu'englobent les cultures urbaines.

Hermione Désirée Ngoma

C1/8^e DE FINALE RETOUR

Les compositions probables des rencontres de ce soir

Plusieurs équipes seront sur le pont lors des huitièmes de finale retour de la Ligue des champions. Au menu, Real Madrid-Roma et Wolfsburg-La Gantoise, théoriquement déséquilibrés, mais qui pourraient réserver quelques rebondissements. Voici les compositions probables.

Real Madrid : Navas - Carvajal, Pepe, Ramos (cap), Marcelo - Modric (ou Isco), Casemiro, Kroos - Bale, Jesé (ou James), Ronaldo
Entraîneur : Zinédine Zidane (France)

AS Rome : Szczesny - Florenzi (cap), Manolas, Zukanovic, Digne - Pjanic, Keita - Salah, Perotti, El Shaarawy - Dzeko (ou Nainggolan)
Entraîneur : Luciano Spalletti

Arbitre : Szymon Marciniak (Pologne)

Wolfsburg : Casteels - Träsch, Knoche, Dante, Rodriguez - Luiz Gustavo (cap), Guilavogui - Arnold, Draxler, Kruse - Schürrle
Entraîneur : Dieter Hecking

La Gantoise : Sels - L. Nielsen, Mitrovic, Asare - Foket, Milicevic, Renato Neto, Kums (cap), Dejaeghere - Depoitre, Simon
Entraîneur : Hein Vanhaezebrouck

Arbitre : Damir Skomina (Slovénie)

C.D.

LIGUE DE BRAZZAVILLE

Les handballeurs se mettent en jambes

Après sept mois d'inactivité, le tout nouveau bureau de la ligue départementale de la ville capitale a résolu d'organiser un tournoi visant à réveiller les automatismes des joueurs pour mieux les remettre dans le bain.



Une des rencontres de la compétition

Huit équipes sont en lice dans la version féminine : Abo-Sport, Asel, Etoile du Congo, Cara, Inter Club, Ekiembongo, Patronage et DGSP. Un peu moins chez les hommes, Etoile du Congo, Inter Club, Caïman, ASB, Petro Sport Orange (le dernier né des clubs de Brazzaville). La compétition qui prendra fin le 14 avril prochain a déjà vu certaines tombées devant d'autres, notamment lors des matchs de la journée inaugurale. Abo-Sport s'est imposé face à Etoile du Congo 27 à 23. Petro Sport, par ailleurs, n'a pas pu résister à l'expérience de l'Inter Club qui l'a emporté 25-21. Asel a battu Cara 32-29. Le jeudi 10 du mois en cours débutera la deuxième journée de la compétition. Asel en découdra avec Ekiembongo tandis que Caïman sera aux prises avec ASB. L'équipe de Diables noirs ne s'est pas engagée dans ce tournoi de mise en jambes pour convenance personnelle, à en croire les sources proches de cette formation sportive.

Rominique Nerplat Makaya